

Au G7, il se pose en super-triomphateur

Trump : "Je suis totalement d'Evian !"



Le 2027oscore

A la sauce hollandaise

Tous candidats, et pourquoi pas moi ? Avec sa quinzaine de prétendants à l'Elysée, la gauche se retrouve un peu gauche. La désunion la condamne à ne pas figurer, l'an prochain, au second tour de la présidentielle. Elle a l'habitude : ce fut déjà le cas en 2002, en 2017 et en 2022. Heureusement, au fur et à mesure que l'échéance va se rapprocher, la décatation devrait produire ses effets. Parions que, début 2027, il restera Mélenchon, le représentant bolivarien de « la République, c'est lui », et un candidat social-démocrate. A choisir, selon toute probabilité, entre Raphaël Glucksmann et François Hollande – les sondages en décident.

Ces deux-là, aujourd'hui, ont un train d'avance sur la concurrence et en commun d'avoir contre eux le patron du PS, un gage d'honorabilité. Le premier a réussi à passer le périphérique pour tenir un très classique meeting, le 13 juin, à Aubervilliers. La salle était pleine, et ce succès d'audience permet au nouveau Glucksmann, désormais cravaté, de passer l'été.

François Hollande, lui, y va à son rythme, mais il est déterminé. Il ne tient pas encore meeting mais s'invite sur les écrans que regardent les jeunes. Un peu à la façon d'un Mitterrand qui, en 1980, croisait le fer avec le chanteur Balavoine sur Antenne 2. L'ancien « Monsieur Petites Blagues » du PS était « Dans la sauce », sur Netflix, le 3 juin. Une émission où des humoristes ont cuisiné les anciens vainqueurs des Coupes du monde de foot de 1998 et de 2018. Les joueurs en ont

LE ROI EST NUL

REPEINT par Donald Trump à l'eau d'Evian à sa descente d'avion, le tableau, déjà fixé par lui comme « glorieux », du protocole conclu avec l'Iran pour mettre un terme à sa guerre, a été grossièrement vendu par l'artiste comme encore plus brillant.

Il est arrivé triomphant au sommet du G7, s'auto-proclamant sauveur du Moyen-Orient. Comme il l'avait déjà fait avant de partir, il s'est présenté comme l'homme qui a ramené « la paix » et « la sécurité dans toute la région », rouvert « le détroit d'Ormuz sans droit de passage ». Et, ce qui compte le plus à ses yeux, permis que de nouveau « le pétrole coule à flots ». Le vernis aussi, sur le tableau. Sauf que, même en rajoutant des couches, Trump a grand mal à maquiller en succès son très dommageable et évident fiasco.

Il ne s'agit évidemment rien ici de déplorer qu'une perspective de fin de ce conflit, fût-elle encore pleine d'incertitudes, semble s'ouvrir enfin. Ni de regretter que pareille perspective soit de nature à éloigner le risque d'une crise énergétique et donc économique majeure. Juste de comparer le faux tableau qu'a barbouillé Trump de cette guerre à la plus rude réalité de la photo des dégâts.

Pas grand monde, hormis Netanyahu et ses alliés d'extrême droite, ne saurait se plaindre que Trump arrête les frais de cette guerre à la fois impréparée et irréfléchie par lui. Mais il y a foule pour constater qu'aucun des objectifs pour lesquels il l'avait déclarée et menée pendant plus de trois mois n'a été atteint. Ce qui est très moyennement glorieux pour la première puissance mondiale et son armée.

A commencer par l'engagement d'éradiquer les velléités



Xénophobe suisse pas comptant

« PAS DE SUISSE à 10 millions ». C'était le slogan de l'Union démocratique du centre (UDC), premier parti du pays, lors de la dernière votation visant à plafonner le nombre d'habitants dans le pays avant 2050. Actuellement peuplée de 9,5 millions de bipèdes humains, la Confédération a eu chaud : l'« initiative » anti-immigration a été rejetée par 54,8 % des votants. Mais l'UDC a promis de remettre le couvert dans deux ans.

Il faut comprendre ces « centristes » : en Suisse, on étouffe, on se marche sur les pieds, les alpages, c'est le métro parisien à 18 heures, et, pour trouver un coin tranquille, il faut grimper sur le Cervin, à 4478 mètres d'altitude. Et tant pis si, privée d'étrangers, l'économie suisse périclité. Dix millions, pas un habitant de plus ! C'est le dernier prix ! Après, on ferme ! Et si, malgré tout, des milliers de



Vices de Buts

- GIANNI INFANTINO, le patron de la Fifa, a décidé de faire du monde merveilleux du ballon rond un grenier à blé (lire aussi p. 7). Davantage de matchs, des tickets et des droits télé tous jours plus chers, des « pauses fraîcheur » faisant entrer de la fraîche à coups de spots de pub... la Fifa attend des recettes directes de 7,7 milliards d'euros. Record battu ! Au Mexique, le billet le moins cher (315 euros) équivalait aux deux tiers du smic local (« Le Parisien », 11/6). Et un Colombie-Ouzbékistan peut coûter plus de 1 600 euros. Caramba !
- LES « DIABLES ROUGES », l'équipe nationale belge, sont pour la première fois entraînés par un Français, Rudi Garcia. Ce qui fait écrire à Jérôme de Warzée, l'animateur du « Cactus », la drôlissime émission de la RTBF : « Un Français, ici, c'est un vrai choc culturel. Est-il prêt pour nous ? notre second degré ? notre capacité à transformer une victoire en débat communautaire et une défaite en commission d'enquête ? » Sans compter, ensuite, la lecture du rapport publié dans les trois langues du pays !
- C'EST PAR LINKEDIN que le défenseur Roberto Lopes, 33 ans, a été recruté dans l'équipe du Cap-Vert. Coup de bol, car « Pico » – tel est son surnom – a ignoré le courriel de la fédération cap-verdienne durant... neuf mois ! « J'ai cru que c'était un spam », explique-t-il à BBC Sport (15/6). Lorsque, finalement, un officiel le relance en portugais, il découvre ce message : « Nous cherchons à recruter, serais-tu intéressé par l'idée de jouer pour le Cap-Vert ? » Pour une fois qu'un spam n'est pas synonyme d'arnaque...
- ACHRAF HAKIMI (Maroc), Vinicius Júnior (Brésil) ou Frenkie de Jong (Pays-Bas) n'ont pas été autorisés à répondre aux questions des journalistes posées en espagnol alors que le Mondial est coorganisé par le Mexique. « Seules trois langues peuvent être utilisées pendant une conférence de presse, celle de l'équipe A, celle de l'équipe B et l'anglais », a précisé un confrère mexicain (« La Dépêche », 15/6). Devant le tollé, la Fifa est revenue sur sa décision, le 15 juin. Après la remontada, place à la « reculada » !
- LES PROCHES de Christophe Gleizes entendent profiter de la Coupe du monde pour obtenir sa libération. Notre confrère de « So Foot » croupit dans une prison algérienne après sa condamnation à sept ans de détention pour apologie du terrorisme. Mais ses amis se heurtent à la froideur des grandes stars du foot français : « C'est vrai qu'on aurait espéré un petit geste », dit l'un d'eux (France 5, 13/6). Le patron du foot mondial, Gianni Infantino, copain de Trump, a eu un mot pour Gleizes. Rageant que ce soit lui qui donne l'exemple...
- TRAITÉ en pestiféré, comme son équipe, le staff iranien proteste de sa parfaite neutralité. A quelques détails près : le président de la fédération est un ancien Gardien de la révolution ; le meilleur buteur, Sardar Azmoun, dit « le Messi iranien », a été écarté pour contestation politique, et le chef de la délégation a dit sa fureur de voir le match Iran-Egypte, le 26 juin à Seattle, renommé « match des fiertés LGBT+ », suffit de lui expliquer que LGBT signifie « Le Grand Bazar de Téhéran ».
- LA FÉDÉRATION FRANÇAISE de la lose (FFL) est cruelle avec la Squadra Azzura. Ce compte satirique sur X a commenté en ces termes la prestation de la chanteuse Shakira lors de la cérémonie d'ouverture de la Coupe du monde, le 11 juin – sa 4^e participation depuis 2006 : « N'empêche depuis 20 ans Shakira a participé à plus de Coupes du monde que l'Italie. » Pas la peine de remuer « il coltello » dans la plaie !
- KYLIAN MBAPPÉ, questionné sur de possibles ambitions politiques, a tenu à rassurer son monde (« Le Parisien », 14/6) : « Non, ne vous inquiétez pas, je ne parle pas d'être président de la République. Pas mal de gens me disent ça, mais ce n'est pas dans mes projets. Je suis déjà assez détesté comme ça (rires). » Faux modeste ou vrai lucide ?

Vautrin, une va-t-en-guerre au ministère

RIEN NE VA PLUS entre la ministre des Armées, Catherine Vautrin, et sa ministre déléguée, Alice Rufo, depuis que la seconde a pris la lumière à Alger en mai, obtenant un timide réchauffement après deux ans d'une profonde crise diplomatique. Pour éviter que sa subordonnée ne lui fasse davantage d'ombre, Vautrin s'est mise à tout verrouiller : son agenda, ses contacts avec la hiérarchie militaire et même l'accès à certains dossiers. « Cela impacte ma mission, et je souhaite pouvoir l'accomplir jusqu'au bout », en est venue à s'épancher Alice Rufo, il y a quelques jours, auprès d'une collègue. Vautrin la garde aussi à l'écart de certains dossiers de défense européens.

Dernier exemple en date ? Avant d'abandonner le projet de système de combat aérien du futur (Scaf), le vice-ministre allemand



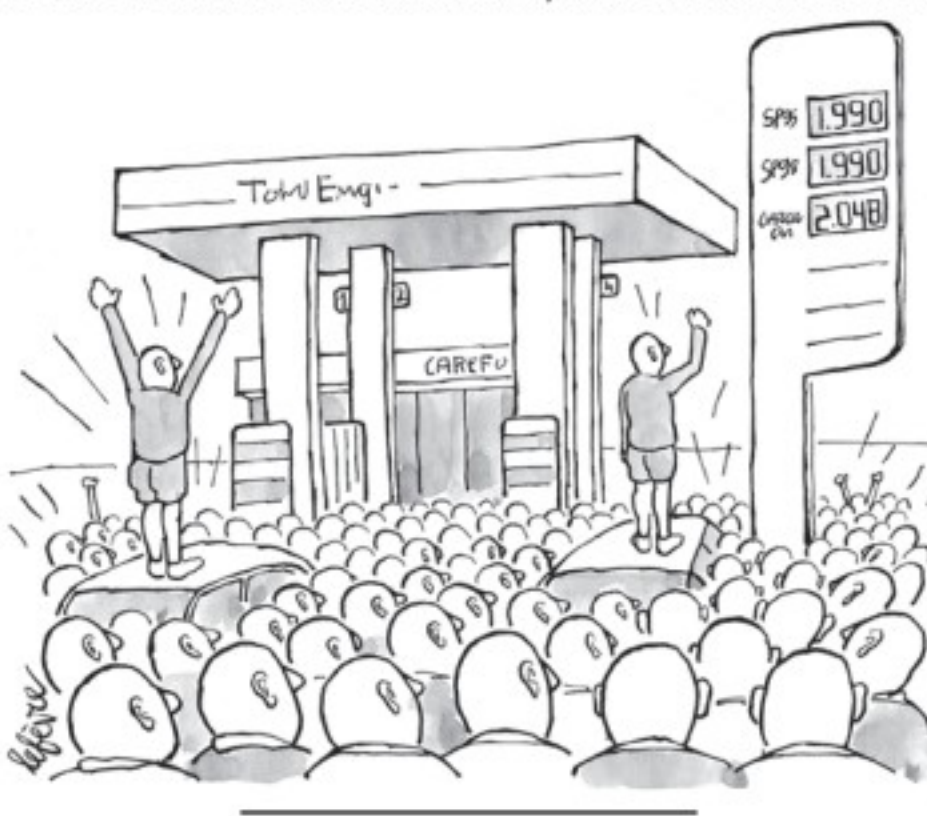
de la Défense souhaitait rencontrer Rufo. Niet de Vautrin, qui a préféré envoyer un haut fonctionnaire. A la guerre comme à la guerre ! Rufo s'en est émue, en petit comité : « Partout en Europe et dans le monde, il y a des vice-ministres délégués à la Défense, comme en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis ou même en Ukraine, qui travaillent en bonne intelligence avec leurs ministres, et cela permet de faire avancer des dossiers sensibles. »

Des « dossiers sensibles » qu'elle suit depuis une quinzaine d'années, puisqu'elle travaillait déjà sur les affaires stratégiques à la cellule diplomatique de l'Élysée auprès de François Hollande et d'Emmanuel Macron, puis comme directrice générale des Relations internationales et de la stratégie entre 2022 et 2025.

Ces tensions ne surprennent guère Frédéric Valletoux ou Yannick Neuder, anciens ministres placés sous la tutelle de Catherine Vautrin lorsqu'elle était au Travail, à la Santé et aux Solidarités. Les deux considérant qu'elle « jouait au petit chef » et « faisait tout pour maîtriser [leurs] agendas ». L'intéressée l'a d'ailleurs reconnu récemment, auprès de proches : « Ça s'est toujours mal passé avec mes ministres délégués, parce qu'ils allaient dans les médias sans que je valide leurs éléments de langage. »

Comme le dit le vieux adage de l'adjudant Kronenbourg, « la confiance, d'accord, la discipline d'abord ».

PLUS POPULAIRES QUE LE MONDIAL, LES POMPES À ESSENCE



alors l'ex-ministre de Macron. Il faut augmenter la part des énergies renouvelables. »

Depuis, il ne s'en « vente » plus.

Peine perdue

De son bureau au 4^e étage d'un immeuble de la rue de Rivoli, Hollande voit virevolter toutes sortes de candidatures socialistes. Celle de Karim Bouamrane, maire (PS) de Saint-Ouen, inspire ce commentaire à l'ex : « Pour l'instant, tout ce monde tourne en rond (...). C'est long, très long. Il n'y a que les 400 derniers mètres qui valent le coup. » Une façon de dire aussi que le meeting de Raphaël Glucksmann, le samedi 13 juin, n'était qu'un petit tour de chauffe.

Et le même d'ajouter, l'air de rien : « Il faudra des circonstances bien particulières pour que je me présente éventuellement, car ma candidature n'a rien de naturel. Quant à celle de Matthieu Pigasse, elle amuse, mais il s'active sans doute par narcissation, il est temps que l'Europe se réveille et déploie ses propres armes » (Linkedln, 13/6).

Las ! lorsqu'un certain Philippe Edouard était à Matignon, le gouvernement avait confié, en 2019, la mise en place du Health Data Hub, une gigantesque plateforme de collecte des données de santé des Français, à... Microsoft. Encore plus farce : le géant américain avait été choisi sans le moindre appel d'offres. Et il aura fallu six ans de batailles juridique et parlementaire pour que le français Scaleway récupère finalement, en avril 2026, l'hébergement et la gestion de ces données ultrasensibles.

Qu'en dit ChatGPT ?

Farandou en Jet

Pour se rendre, vendredi 12 juin, à l'université de l'Association nationale des DRH, le ministre du Travail, Jean-Pierre Farandou, n'a pas trouvé plus écologique que de prendre le premier avion du matin à destination de Montpellier, à environ 80 km du pont du Gard, lieu de la convention.



On aurait pu penser que l'ancien patron de la SNCF (2019-2025) privilégierait le train... D'autant que les premiers TGV au départ de Paris et à destination des gares de Nîmes ou d'Avignon, toutes deux situées à moins de 30 km du pont du Gard, lui auraient permis d'arriver à la même heure, et même avec un peu d'avance ! Visiblement pressé, l'ancien chef de gare a expédié son allocution aux DRH en quinze minutes chrono.

Son discours avait pris le TGV ?

Bruelmania

L'élue de la mairie du XVI^e arrondissement parisien, Alexandra Barouch, est plus fan qu'adjointe aux droits des femmes. Sur Instagram, le lendemain de la mise en examen du chanteur Patrick Bruel, elle a posté ce commentaire : « On marche sur la tête. Soutien total à Patrick Bruel. »

Elle n'est pas la seule : une ancienne élue LR du IV^e arrondissement, Martine Weill-Raynal, ex-rédactrice en chef au « Figaro », s'est elle aussi fendue d'un soutien appuyé. La désormais chroniqueuse santé au « JDD » de Bolloré, qui aime relayer la prose de Marine Le Pen et du média d'extrême droite Frontières, a tweeté (10/6) : « Bruel n'a tué personne. La justice ferait mieux de s'intéresser aux agressions sexuelles dans les maternelles de la Ville de Paris. »

L'un n'empêche pas l'autre...

Les fabulettes d'El Haïry

LE JOURNAL « Sud Ouest » organisait, le vendredi 12 juin à Bordeaux, une rencontre entre ses lecteurs et la haute-commissaire à l'Enfance, Sarah El Haïry. Si le rendez-vous était prévu de longue date, il tombait le jour des obsèques de Lyhanna, une collégienne de 11 ans dont le corps a été retrouvé dans un silo à grains. Et l'entrevue s'est révélée cauchemardesque de A à Z.

Invitée à réagir à la suppression du ministère chargé de l'Enfance, El Haïry a estimé que ça « permet[tait] de sortir de la logique du silo ». Silence consterné dans la salle. Questionnée sur les réponses du gouvernement face aux violences sexuelles faites aux mineurs, elle n'a pas non plus convaincu. « Elle est venue sans rien de concret, c'était très maladroit », explique au « Canard » un participant.

Des victimes de Bétharam ont même offert à cette proche de Bayrou des Coton-Tige pour qu'elle se

« débouche les oreilles » et écoute la parole des enfants. Christine Maze, une avocate bordelaise de l'association La Mouette, partie civile dans l'affaire Lyhanna, s'est dite « scandalisée et très en colère ».

Autre couac, alors que « Sud Ouest » avait sollicité Quentin Guillemin, le président de l'Association des familles victimes du lait contaminé aux salmonelles, pour parler de Lactalis, sa présence a été annulée à quelques heures seulement du rendez-vous, à la demande de la cheffe de cabinet d'El Haïry.

Celle-ci souhaitait par ailleurs que des enfants puissent assister à la rencontre, ce que le journal a refusé en raison des thématiques abordées. Elle voulait aussi profiter de l'occasion pour promouvoir la Journée internationale du jeu. Une demande jugée déplacée par la rédaction, en raison de l'enterrement de Lyhanna.

Pas de doute, l'enfance est bien défendue...

Page coordonnée par Bruno Dive et Charlotte Cieslinski

minimares

● « Lunettes de Macron, le fabricant liquidé », déplore, en une, la « Voix du Jura » (11/6). Et le Président n'avait rien vu venir ?

● Autre information oculaire essentielle dans « Le Parisien Dimanche » (14/6) : le député RN Jean-Philippe Tanguy n'a pas eu le temps de renouveler sa paire de lunettes depuis le confinement. Quand c'est flou...

● Rendant hommage à Bernadette Chirac, Nicolas Sarkozy a parié plusieurs fois de « Jacques » (Europe 1, 12/6) : « Jacques n'aurait pas fait la carrière qu'il a faite sans elle » ; « Elle aimait Jacques »... Une familiarité étonnante quand on se souvient des relations entre les deux hommes, « complexes », selon l'ancien maire de Neuilly.

● Présent, ce week-end, au meeting de Raphaël Glucksmann (Place publique), l'écolo Yannick Jadot a précisé au micro de Radio J (14/6) : « Je veux qu'il y ait une belle candidature commune. Est-ce que ce sera Raphaël en septembre ? (...) Il n'y a pas de doute sur sa détermination. Mais, comme l'enjeu, c'est une candidature commune pour gagner, eh bien laissons-nous jusqu'en septembre. » Un soutien inébranlable !

● Rallierie de Guillaume Lacroix, le président du Parti radical de gauche, après la déclaration de candidature à l'Élysée de Karim Bouamrane, le maire (PS) de Saint-Ouen : « Je ne comprends pas pourquoi Benjamin Duhamel ne m'invite pas sur France Inter pour annoncer ma non-candidature, ce qui pourtant serait visiblement un événement disruptif à gauche » (X, 9/6). L'union des gauches vit bien !

● François Bayrou assure qu'il ne sera pas candidat à la présidentielle de 2027. En privé, il confie : « Il est important que quelqu'un dise : "Je n'y vais pas" », rapporte « Le Parisien » (10/6). Vraiment important, en effet.

● Le parti de David Lisnard, maire de Cannes et, surtout, candidat à l'élection présidentielle, cherche à étoffer ses troupes : « Nous comptons des membres des LR, et nous acceptons la double appartenance des centristes, d'anciens socialistes déçus », admet le référent départemental François Rigaud (« Dordogne

libre », 13/6). Une belle générosité... de circonstance.

● Le face-à-face Philippe-Attal fait sourire, à l'extérieur du « bloc central », surtout depuis que le second affirme qu'il gagnera par surprise, comme Jacques Chirac en 1995. « Quand Chirac et Balladur s'opposaient, ça représentait 40 % des Français. Là, Attal et Philippe sont effectivement entrés dans la piscine, mais il faut préciser que c'est le petit bain », raille un ténor de gauche (« Le Figaro », 11/6). De la taille des Bains des Dock's ?

● Au grand jeu « Pourquoi pas moi ? », le méconnu Olivier Becht, député macroniste, éphémère ministre délégué au Commerce extérieur et ex-condisciple de Macron à l'Ena, annonce aux « Dernières Nouvelles d'Alsace » (14/6) qu'il fait « un pas vers une candidature » en 2027. Son programme ? « Débloquer le pays et le hamster de sa roue ! », rien que ça. A qui le tour ?

● La campagne française représente 80 % du territoire. Il faut changer les regards », plaide le ministre de la Ruralité, Michel Fournier (« Centre Presse », 14/6). Et d'ajouter : « D'une façon globale, je défends le fait qu'on ait une notion d'espace qui n'est pas valorisée comme elle devrait l'être. » Un plaidoyer qui fera date.

● Bernard Arnault vient de recruter comme directeur de cabinet Terence Zakka, qui était le conseiller en communication de Thierry Breton à la Commission européenne. Problème, selon un fin connaisseur du groupe LVMH : « Il risque d'entrer très vite en conflit avec Jean-Charles Tréhan, le directeur des relations extérieures », qui s'occupe aussi de la com. Comme si le milliardaire n'avait pas assez de soucis avec les conflits entre ses enfants issus de deux mariages.

● Galimatias du ministre de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, en visite dans un institut de recherche : « J'aimerais que les crédits (...) augmentent plus vite pour pouvoir respecter la loi de programmation de la recherche, mais nous ne sommes pas sur une stratégie de baisse. Cela dit, j'aimerais pouvoir vous accorder davantage de crédits, nous avons ici un point d'accord » (« Le Populaire du Centre », 13/6). C'est pas compliqué.

LE PEN-BARDELLA : UN DUO PARFAITEMENT RODÉ



La dette au coin de la rue

À CHAQUE ÉLECTION, c'est l'un des thèmes favoris des élus locaux : « Nous, nous sommes de bons gestionnaires face à cet Etat et à la Sécurité sociale, qui n'ont pas connu de budgets à l'équilibre depuis les années 1980 et ne cessent de s'endetter. » La récente publication du prérapport de l'Observatoire des finances et de la gestion publiques locales (OFGL), le 9 juin, vient pourtant de les démentir cruellement.

Contribuables chouchoutés

En effet, depuis 2005, les dépenses des collectivités locales augmentent plus rapidement que le PIB français. Plus grave, depuis 2023, comme le souligne le rapport, « tous les types de collectivités sont en situation de besoin de financement (davantage de dépenses que de recettes) ». Et, comme pour l'Etat, ce besoin de financement croissant est évidemment couvert par l'endettement. Les chiffres réunis par l'OFGL en apportent la preuve : « Le volume des emprunts contractés par les collectivités locales en 2025 atteint 22,6 milliards d'euros, soit deux tiers de plus qu'en 2019. »

Les départements, qui doivent assumer une part

importante des dépenses sociales, s'en sortent mieux depuis deux ans. Les droits de mutation à titre onéreux – qui constituent l'essentiel de leurs recettes fiscales – ont en effet enregistré un rebond de 20 % grâce à la reprise du marché de l'immobilier. Les régions, de leur côté, se sont quelque peu serré la ceinture et ont ramené à 1,4 milliard l'écart entre leurs recettes et leurs dépenses.

Il n'en va pas de même pour les communes, qui, comme le souligne « Le Figaro » (9/6), voient presque toutes « leur besoin de financement augmenter en 2025, en lien avec le pic d'investissement observé en cette année préélectorale ». Si les dépenses de fonctionnement comme les frais de personnel continuent de progresser au même rythme que l'inflation, les dépenses d'investissement votées par les conseils municipaux augmentent en moyenne de 6,6 % sur l'année, tandis que la hausse des taxes foncières frôle les 0 %.

Depuis longtemps, à la veille du passage des contribuables devant les urnes, leurs élus ont pris l'habitude d'avoir la main légère sur les impôts locaux avant de se rattraper l'année suivante.

Comme aimait à le dire François Mitterrand, « il n'a jamais été interdit d'être habile ».

Trump en selle

A l'occasion du G7 d'Evian, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres ont reçu chacun un vélo Look d'une valeur de 20 000 euros. Même Donald Trump ! Martial Saddier, le président du conseil départemental de la Haute-Savoie, qui a obtenu que les championnats du monde de cyclisme 2027 se déroulent sur son territoire, s'est empressé de dire au « Canard » qu'il n'était pour rien dans cette histoire de cadeaux et que c'était le comité d'organisation qui avait sorti le chèque. « Tout ça (le prix des vélos), c'est une goutte d'eau dans le lac Léman », assure celui qui suce la roue de Macron mais qui a oublié d'offrir un vélo au président ukrainien, Volodymyr Zelensky, l'un des invités de ce G7. « On n'a découvert les autres invités que vendredi... » plaide Saddier.

Ça s'appelle faire parler la classe.

Si Versailles m'était conté

Au château de Versailles, où Emmanuel Macron et Donald Trump devaient dîner le 17 juin, le job de directeur est vacant depuis déjà trois mois. Cette information n'a pas échappé au conseiller mémoire de l'Élysée, Bruno Roger-Petit. Et s'il était candidat ? C'est en tout cas le bruit qu'il fait lui-même courir dans les dîners en ville et sur CNews (16/6), à l'instar de Rachida Dati après son bide aux municipales à Paris (« Le Canard », 24/3).

Sauf que la ficelle est un peu grosse et énerve jusqu'à l'Élysée, où un visiteur du soir s'est entendu dire : « Même pas en rêve ! » Actuellement, la présidence par intérim de l'établissement public est assurée par Pierre-Emmanuel Lecerf, un énarque passé par le Centre national du cinéma et de l'image animée.

De quoi être vacciné contre le cinoche de Roger-Petit ?

Bardella à bon Quai

« Il y a certains tweets de Bardella que je pourrais presque signer. » Cet aveu ne sort pas de la bouche de Bruno Retailleau mais de celle du ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, convaincu que le RN a

des conseillers venus du Quai d'Orsay. « Ils sont en train de s'aligner sur les principales lignes directrices de la diplomatie française depuis de Gaulle », a récemment constaté le ministre, en petit comité. Au Quai d'Orsay, on va d'ailleurs surveiller de près le déplacement de Jordan Bardella, les 18 et 19 juin, en Pologne, près de la frontière avec la Biélorussie. Et s'il posait un pied en Ukraine ? « Ça n'arrivera pas », certifie l'entourage du patron du RN.

Il a peur qu'on lui rappelle qu'il a voté contre l'octroi d'un prêt européen de 90 milliards d'euros aux Ukrainiens ?

Le Pen au piquet

Marine Le Pen sera-t-elle présente au Panthéon pour l'hommage au grand historien et résistant juif Marc Bloch, le 23 juin ? A l'heure du bouclage du « Canard », l'Élysée n'avait pas reçu confirmation de sa venue. C'est pourtant la hantise de la famille de l'universitaire fusillé en 1944, qui a posé comme condition expresse à la panthéonisation de son illustre aïeul qu'aucun représentant de l'extrême droite n'assiste à la cérémonie.

« Pour nous, le RN, ce sont les héritiers des Waffen-SS qui (...) ont assassiné [Marc Bloch] », cingle sa petite-fille Suzette. Problème : « L'Élysée nous a dit que le protocole prévoyait que les présidents de groupe so[ient] invités. Donc Marine Le Pen est invitée. J'espère qu'elle aura la décence de ne pas venir. »

Si Marine Le Pen confirme sa venue, la seule marge de manœuvre de l'Élysée reste son placement



lors de la cérémonie. Elle devrait ainsi se retrouver, comme pour la panthéonisation du résistant communiste Manouchian, installée... au dernier rang.

Une « étrange défaite » pour la triple, et peut-être quadruple, candidate à la présidence...

Fabius s'emmêle les pinceaux

C'ÉTAIT la foule des grands jours qui se pressait, ce 10 juin au soir, à la Galerie Joseph, dans le quartier du Marais, à Paris. Cordon policier, gardes du corps et même démineurs barraient la discrète rue Bailly, proche de l'école des Arts et Métiers. Seuls pouvaient y passer les amis et parents de Laurent Fabius...

L'ancien président du Conseil constitutionnel organisait le vernissage de sa toute première exposition de peinture, non sans avoir reçu au préalable, en blouse de peintre, la presse people dans sa « maison atelier » du Sud-Ouest (« Gala », 4/6) : « Tant que j'avais des fonctions officielles, je m'interdisais d'exposer mes toiles, parce que je pense qu'il ne faut pas mélanger les genres. »

Démonstration faite avec un casting de 300 convives aux antipodes du mélange des genres. Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a passé une tête pour saluer familièrement celui qui fut, comme

lui, l'un des plus jeunes occupants de Matignon de la V^e République. Catherine Pégard, l'actuelle ministre de la Culture, ainsi que la plupart de ses prédécesseurs de ces quinze dernières années (Philippe Douste-Blazy, Renaud Donnedieu de Vabres, Aurélie Filippetti, Roselyne Bachelot, exception faite de Jack Lang) étaient, eux aussi, de la sauterie. Il ne manquait, bien sûr, que ceux qui ne peuvent pas le voir en peinture.

Croûte que coûte

Près du buffet, où l'on s'abreuvait de vins du vigneron Hervé Morin (un homonyme, ça ne s'invente pas), traînaient quelques huiles



socialistes, comme François Hollande, Bernard Cazeneuve, Pierre Moscovici, Didier Migaud, Manuel Valls, Jean-Yves Le Drian, Florence Parly ou Muriel Pénicaud. Le gratin du monde des affaires et du CAC 40 en était aussi, représenté notamment par Louis Gallois, Jérôme Clément et Maurice Lévy. Et pas mal de Chinois, à commencer par l'ambassadeur lui-même – il faut dire que Fabius revenait tout juste de Shanghai, où il avait exposé à la Fondation Fosun. Sans compter des artistes, comme le peintre chinois Yan Pei-Ming ou l'actrice américaine Sigourney Weaver, amie de la famille Fabius, de passage à Paris !

La moitié des 50 toiles mises en vente ce soir-là, entre 6 000 et 20 000 euros, a trouvé preneur. Y compris celle intitulée « Chamboule tout », tout en aplats de peinture acrylique noire et marron. Les acheteurs de ces toiles de maître ont tenu à rester discrets. On se demande bien pourquoi.

La Castafiore Dati jure que ses bijoux sont des babioles

Confrontée à son ancien compagnon, l'homme d'affaires Henri Proglio, au siège de la PJ parisienne, l'ex-ministre ne lui a pas fait de cadeaux.

MARDI 9 JUIN, Rachida Dati avait rendez-vous avec Henri Proglio, rue du Bastion, à Paris, dans les locaux de la brigade financière anticorruption (BFAC). Au menu : une confrontation entre les deux anciens tourtereaux, dans le cadre de l'enquête sur les bijoux de luxe que l'homme d'affaires, ex-patron d'EDF, a offerts à la femme politique... et que cette dernière n'a jamais déclarés à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Une vingtaine de parures, colliers, montres et bracelets Cartier, Chopard, Bulgari ou Pomellato, pour une valeur totale dépassant les 400 000 euros, dont « Libération » avait révélé l'existence il y a un an. Face à Proglio, qui avait déjà été entendu seul et qui a confirmé ces cadeaux, les poulets avaient hâte d'écouter Dati, qui, depuis des mois, répète, la main sur le cœur : « *Je n'ai rien à régulariser.* » Le numéro que la Castafiore a livré dans leurs locaux pendant trois heures et quinze minutes a dépassé toutes leurs espérances.

Ma cassette! Ma cassette! Les flics lui ont d'abord mis sous le nez quelques photos des bijoux. La maire du VII^e arrondissement de Paris est restée stoïque : elle n'avait « *jamais vu* » ces objets, ils ne lui « *appartiennent pas* », et elle n'a jamais détenu le moindre caillou valant « *plus de 10 000 euros* ». Ça tombe bien : l'obligation de déclaration à la HATVP s'impose pour tout « *bien mobilier* » d'une « *valeur égale ou supérieure à 10 000 euros* ». La seule fois où Dati a reconnu disposer d'un peu de joaillerie, c'était en 2014, au Parlement européen, où, dans sa déclaration de patrimoine, elle mentionnait : « *meubles / bijoux : 30 000 euros* ». Modeste, avec ça ! Mais la confrontation dans les locaux de la financière a donné lieu à une seconde révélation, assez cocasse. Interrogée sur les bijoux qu'elle a portés régulièrement et ostensiblement des années durant, et dont la presse a publié moult



clichés, l'ex-compagne de Proglio a juré que certains n'étaient plus en sa possession depuis sa rupture avec l'ex-pédégé d'EDF, en janvier 2024. Quant aux autres, Dati a déclaré qu'il y avait erreur : elle ne porte généralement que « *des bijoux fantaisie* » ou « *des copies* » ; ses parures de soirée ne seraient donc que de banales reproductions. La pauvre... Et ce n'est pas fini ! Les poulets n'ont pas résisté à la tentation d'évoquer devant l'ex-couple une série de clichés pris le 14 septembre 2023, lors de la perquisition d'un appartement que le bienfaiteur Proglio louait à l'époque à sa dulcinée. Un nid douillet de 225 m² situé rue Cassette, dans le VI^e arrondissement, dans lequel les flics avaient découvert par hasard un petit coffre-fort bourré de bijoux.

Coffre-fort de café

Cette autre enquête judiciaire, ouverte quelques mois auparavant par le Parquet national financier (PNF) pour corruption et blanchiment – à la suite de l'identification de « *flux financiers atypiques de et vers la société d'Henri Proglio* », selon le Parquet –, n'a, pour l'heure, rien donné. Mais des photos du contenu du coffre-fort, prises par le

PNF, ont été versées dans la procédure sur les bijoux cachés de Dati. Là encore, pas de panique chez la Castafiore ! Face à Proglio et aux poulets, Dati a tout simplement expliqué que les luxueuses breloques photographiées avaient probablement été achetées par son Henri pour... d'autres amies à lui ! Et il les aurait planquées dans son coffre à elle ? Vous avez dit « *bizarre* »...

Proglio est ressorti sidéré de ces retrouvailles avec son ex, dont il a jugé les déclarations « *absurdes* », selon son entourage. Le camp Dati, joint par « *Le Canard* », reste muet. L'ancien prince charmant, aujourd'hui fâché avec son ancien amour, doit tout de même se marrer en se disant qu'elle ne pourra plus porter ses beaux cadeaux, vu son témoignage. Le lendemain de la confrontation, l'ex-ministre était conviée à un raout très chic de l'agence de com Forward Global dans un resto bling-bling de l'Ouest parisien, autour de vieux amis repris de justice comme Sarkozy et Fillon. Malgré le standing de la soirée, Dati était d'une rare sobriété vestimentaire : elle ne portait autour du cou qu'une modeste chaîne dorée. Fantaisie, quand tu nous tiens...

Marine Babonneau et Christophe Nobili

Les diplos de Macron s'étripent pour ne pas rester à Quai

A DIX MOIS de la présidentielle, le grand mercato des ambassades a déjà commencé. Avant son départ, Emmanuel Macron veut recaser les grognards de la cellule diplomatique de l'Elysée aux meilleures places. Quitte à laisser des plus capés qu'eux sur le quai...

Le 25 mai, une première distribution de postes a eu lieu. Les plus beaux fauteuils (Washington, New York, Londres, Bruxelles, Berlin ou Rome) n'ont pas été attribués (« *L'Express* », 29/5). Le Président cherche à gagner du temps pour garder ses fidèles à ses côtés le plus longtemps possible. Résultat ? Au grand dam des barons du Quai d'Orsay, les mutations attendent.

Fidèle parmi les fidèles, Emmanuel Bonne, 55 ans, qui, depuis 2019, loge au Château en tant que chef d'orchestre de la diplomatie macronienne, lorgne, selon ses collègues, la représentation permanente de la France auprès des Nations unies à New York. Avant de croquer la Grosse Pomme, le grand ordonnateur du G7 à Évian doit virer Jérôme Bonafont, nommé à New York il y a seulement... quinze mois.

Pour le déloger, Macron a trouvé un bon prétexte : l'ambassadeur Bonafont aurait été trop mou du genou pour défendre sa ligne sur le conflit américano-iranien. Le 24 mai, le chef de l'État a piqué une colère à ce propos devant ses conseillers, afin de signifier publiquement la disgrâce (Intelligence Online, 2/6). Plus efficace qu'un Shahed ?

Au sein de la cellule diplo du Château, un autre grognard trépigne depuis des mois. A 50 ans, Xavier Chatel de Brancion, qui a œuvré pendant près de quatre ans comme conseiller aux affaires stratégiques, ambitionne de

dérocher Londres, et ce n'est pas négociable. Petit souci : Aurélien Lechevallier, l'actuel directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères, visait lui aussi la capitale britannique.

La vie de Château

Entre ses deux copains de promo à l'ENA, le cœur de Macron risquait de balancer, mais un compromis a été trouvé : Lechevallier a humblement accepté de s'expatrier à Washington. Un joli lot de consolation qui agace la fine fleur de la diplomatie française. La prestigieuse ambassade est, en principe, réservée à des plénipotentiaires bien plus chevronnés. Or, à 49 ans, le chouchou de Macron, qui fut son colocataire durant ses études à Strasbourg, est plutôt en milieu de carrière...

Un autre recasage élyséen met le Quai en émoi : celui d'Alexis Dutertre, conseiller

Europe, qui exige d'atterrir à Bruxelles. « *Le "boys club" des quinzeas de Macron a préempté les meilleurs morceaux, au détriment des ambassadeurs blanchis sous le harnais et, surtout, des femmes, se lamentent une diplomate. Il risque de ne plus y avoir aucune ambassadrice dans les pays du G7.* »

Hélène Tréheux-Duchêne, qui va céder sa place à Londres, pouvait prétendre à une grande ambassade : rien ne lui a été proposé. Aucune femme non plus en lice à Rome, pour remplacer Anne-Marie Descôtes, expédiée en Italie l'année dernière, à un an de la retraite. Al l'époque, la manœuvre avait été conçue pour qu'elle libère son fauteuil de secrétaire générale du Quai au profit de Martin Briens, autre membre du « *boys club* ».

De là à penser que Macron n'aime pas les ambassadrices... **Odile Benyahia-Kouider et Christophe Labbé**



Les maires RN grand-remplacent la culture

POUR les nouveaux roitelets du RN, la culture est nécessairement « *populaire* » et « *divertissante* ». Surtout, elle ne doit pas faire la « *promotion des clandestins* », comme la pièce du metteur en scène Alexis Michalik, « *Passport* », déprogrammée sans complexe par le maire de Castres, Florian Azéma. Depuis les municipales de mars dernier, la chasse aux dépenses culturelles dans les villes remportées par l'extrême droite est devenue une discipline à part entière. Dans une douzaine de communes, les maires fraîchement élus ont sorti leurs ciseaux.

Ainsi, Dorian Munoz, le nouveau patron de La Seyne-sur-Mer (Var), se sent plus proche de Trump que de Napoléon. Adieu le festival Bonaparte à La Seyne – célébration festive de la prise de Toulon par le Petit Caporal, pourtant pas un homme de gauche. « *Son budget disproportionné ne permet pas de le conserver* », flingue le trentenaire dans « *Nice-Matin* » (18/4). Munoz préfère promouvoir des « *sports un peu décalés, comme le MMA ou le catch* », ou des « *événements organisés par Red Bull* ». L'art « *brute* », y a ce qui ça de vrai, comme dirait Donald !

A Vauvert (Gard), la municipalité lepéniste taille à la hache dans les programmes de ses prédécesseurs. « *Un maire est aussi élu pour choisir sa programmation culturelle* », explique Nicolas Meizonnet au « *Canard* ». Exit, l'expo d'un photographe qui avait eu le malheur de qualifier le RN de parti « *résolument nazi* ». Bye-bye, aussi, les 65 000 euros pour le festival de jazz, contraint de trouver refuge dans une commune voisine. À la place, les Vauverdois

auront droit, cet été, au retour de la corrida avec mise à mort dans les arènes locales, ainsi qu'à un concert de Chico and the Gypsies. « *Bamboleo* », ça va saigner !

A Harnes (Pas-de-Calais), une projection-débat sur l'univers des drag-queens organisée le 16 avril dans le cinéma municipal par Couleur, une asso LGBTQIA+ de Lens, a été annulée sans explication par la nouvelle équipe municipale. Surprise : un mois plus tard, un événement « *contre les LGBTQIA+ phobies* » est célébré au même endroit en présence du maire, Anthony Garénaux-Glinkowski, et d'autres élus d'extrême droite.

Festival de la hache

A la manœuvre, une toute nouvelle association, Gays et Lesbiennes du bassin minier, présidée par un élu de la ville. « *Du pinkwashing* », proteste le responsable de l'association évincée, qui rappelle que « *le RN s'est abstenu au Parlement européen lors du vote sur l'interdiction des thérapies de conversion* ».

Engie a son éthique en toc

CHEZ ENGIE, ex-Gaz de France, l'éthique, c'est du sérieux ! Quelque 40 personnes composent le service chargé d'étudier les possibles faits de corruption et autres dérives signalés par les salariés. Le hic : une enquête interne pointe de graves dysfonctionnements dans les pratiques managériales dudit service...

Depuis l'arrivée d'une nouvelle équipe de direction, il

A Bagnols-sur-Cèze (Gard), la maire lepéniste, Pascale Bordes, a annulé le rachat des murs de l'unique cinéma local, qui conditionnait sa survie, et a tronçonné un tiers de la programmation de la prochaine saison culturelle. Neuf spectacles sur 28 passent ainsi à la trappe, dont ceux de l'humoriste Muriel Robin ou du chorégraphe Mourad Merzouki, sans oublier le concert du trompettiste Ibrahim Maalouf. Pas assez gardois de souche, le Franco-Libanaïsi aux 21 albums ?

A Carpentras (Vaucluse), le très catholique Hervé de Lépinan ne s'est pas contenté de sucrer 3 000 euros de subventions au Planning familial : il a aussi réduit à pas grand-chose le budget culture. Écran noir pour le festival de courts-métrages, organisé chaque année par l'ancien journaliste télé Patrick Chêne, qui cultive des vignes dans le coin. Soit « *56 000 euros d'économies qui pourraient permettre de remettre la piscine municipale à niveau, par exemple* », a suggéré le maire en conseil municipal. De la culture, oui, mais physique !

Jérôme Canard



Le Cese met la gomme sur sa com

CLAIRE THOURY, la nouvelle présidente du Conseil économique, social et environnemental (Cese) depuis le 20 mai, en a ras le bol des critiques visant son institution, chargée, comme son nom l'indique, de conseiller les pouvoirs publics. « *Je pense que c'est un peu facile de taper sur le Cese, s'est-elle agacée dans "La Tribune Dimanche" (14/6). On peut continuer à dire à l'infini que le Cese coûte trop cher, mais il est normal que la démocratie coûte un peu d'argent. Ce n'est pas de l'argent mal dépensé.* »

Vraiment ? A peine élue pour un mandat de cinq ans, Thoury a lancé, le 3 juin, un appel d'offres relatif à des « *prestations de conseil en stratégie globale de communication* » pour la troisième assemblée constitutionnelle de la République, dotée d'un budget annuel de 34 millions d'euros. « *Le Cese, comme d'autres*

institutions consultatives et représentatives, fait face à des questionnements récurrents sur son coût et son utilité », peut-on lire dans la présentation du marché. La « *professionnalisation de sa communication (...)* n'a pas suffi à corriger le déficit de reconnaissance de l'institution. Le Cese n'est toujours pas identifié dans ses propres succès ». Trop injuste !

A toutes fins utiles

Aussi Thoury est-elle à la recherche d'une agence de com capable d'« *établir un diagnostic d'image approfondi* » de l'institution, portant notamment sur les dimensions suivantes : « *Utilité perçue, légitimité, crédibilité, niveaux de confiance.* » Montant du marché : 285 000 euros sur trois ans.

Pourtant, le diagnostic d'image – voire le diagnostic

global – du Cese lui a déjà été fourni gratis par la Cour des comptes et l'Assemblée nationale. En juillet dernier, les deux institutions ont en effet pondu chacune un rapport au vitriol sur l'activité de l'assemblée consultative. En 116 pages, les magistrats financiers détaillaient « *des dépenses de personnel en forte hausse depuis 2022* », « *un régime horaire qui ne respecte pas le cadre légal* », « *une transparence comptable insuffisante* » ou encore « *une réforme de la pétition citoyenne qui n'a pas produit les effets espérés* » – un document que « *Le Canard* » avait révélé le 11 mars 2025.

Quant au rapport parlementaire, de 43 pages, il mettait en avant le « *rôle*

peu visible » du Cese, sa « *production d'avis encore limitée et peu influente* » et « *une rémunération de ses conseillers qui interroge au regard de la charge d'activité* ». N'en jetez plus !

Pour faire taire cette désagréable petite musique, Claire Thoury pense avoir trouvé la solution miracle en faisant appel à un prestataire privé qui l'aidera à « *construire la plateforme de marque* » (sic) du Cese, autrement dit « *sa raison d'être* », « *ses valeurs cardinales* » mais aussi son « *positionnement dans le paysage institutionnel et démocratique français, en distinguant ce qu'il est de ce qu'il n'est pas* ». Être ou ne pas être, telle est la question !

Clara Bamberger

Molet met tous ses œufs dans le même panier

DEPUIS LE 21 MAI, le poste de secrétaire général du Conseil économique, social et environnemental (Cese) est vacant. Valéry Molet a occupé la fonction pendant quatre ans tout juste. L'énarque de la promo Senghor (la même que Macron) aurait bien fait durer le plaisir, mais la nouvelle équipe dirigeante l'a prié d'aller se faire rémunérer ailleurs.

Au moins, comme l'a souligné un rapport de la Cour des comptes révélé par « *Le Canard* » (11/3/25), il en a bien profité. Pour un boulot « *à la fois pas complètement défini ni établi par un texte* », il palpitait pas moins de 15 000 euros mensuels – sans compter quelques gratifications complémentaires, comme ces 3 715 euros obtenus pour avoir vaguement supervi-

sé les conventions citoyennes. « *Injustifié* », selon la Cour, qui note « *une forte hausse [de ses] primes par rapport à son prédécesseur* ». Mesquin !

Molet a aussi rompu avec les habitudes maison en s'octroyant une bagnole de fonction, qui l'a conduit à de nombreuses reprises jusqu'à sa résidence secondaire bretonne. Le Cese a même payé l'essence et les péages « *pendant le week-end et les vacances* », détaillent les magistrats. « *Une prise en charge qui n'est pas prévue* » par la réglementation.

Concours de circonstances

Avant de partir, le même a tenu à se montrer généreux envers une amie de vingt ans, qui occupait les fonctions de directrice déléguée chargée de l'innovation et de la communication interne (Dici). Un poste sur mesure qui lui était directement rattaché.

« *Simple* » fonctionnaire territoriale, la dame est désormais cadre A+, administratrice du Cese, donc quasi indéboulonnable, après avoir réussi un concours maison, là encore taillé sur mesure, organisé par Molet fin octobre 2025.

Manque de chance : la candidate a d'abord échoué à l'oral, même si le jury était constitué de collègues bienveillants. On ne peut pas être bonne partout... Qu'importe, une nouvelle session s'est tenue à la hâte en mars dernier, sans avis ni publication officielle extérieure... et sans autre postulant. Et, là, miracle ! Le soir de l'exploit, Molet a payé un pot. Champagne pour tout le monde. Généreux, le gars.

Didier Hassoux



Trop de dollars pour la guerre en Iran

TRUMP ne le criera pas sur les toits : les résultats des prochaines élections de novembre, dites de mi-mandat, pourraient lui être défavorables. Voilà qui explique son acharnement à annoncer – 40 fois, le mois dernier – « *un accord imminent avec l'Iran* » tout en menaçant, certains jours, de « *bombarder très fort* ». La fin de cette guerre sera, en principe, signée le 19 juin à Genève, « *mais cet accord se révélera plutôt bancal sur la question nucléaire et les missiles balistiques* », pré-dit un diplomate.

Les dépenses engagées pendant trois mois contribuent à réduire la ferveur des électeurs trumpistes, hostiles à cette guerre. Le service de

recherche du Congrès vient en effet d'estimer à 110 milliards de dollars le coût des opérations menées en Iran « *au 105^e jour de guerre* » – c'est-à-dire au 12 juin.

Une casse de luxe

Le 13 mai, déjà, une sous-commission sénatoriale avait annoncé au Congrès et à la Maison-Blanche qu'après six semaines de guerre la note était déjà extravagante : 29 milliards de dollars. Les Iraniens n'étaient pourtant parvenus qu'à abattre un avion de combat et quelques hélicoptères. En revanche, ils avaient contraint le Pentagone à mettre au rebut un certain nombre d'appareils en bombardant les bases

américaines hébergées par plusieurs États du Golfe (Emirats arabes unis, Qatar, Koweït, Bahreïn).

Dans cette comptabilité d'état-major, il faut aussi tenir compte de la « *casse* », inévitable lors de ce type d'opérations. Comme l'avait révélé en mai la sous-commission sénatoriale, les pertes en matériels étaient considérables : cinq avions de combat, sept KC-135 de ravitaillement en vol, un avion-radar et deux appareils de transport de troupes.

Conclusion peu glorieuse : ce n'est pas au combat que les Américains ont perdu des avions hors de prix, mais simplement en y allant...

Claude Angeli

Darmanin s'en prend à l'ennemi de l'Intérieur

Après avoir chargé les magistrats, le garde des Sceaux accable les gendarmes.

P OUR rester Place Vendôme, Gérard Darmanin s'est mis au mistigri. Le garde des Sceaux tente de refiler à son collègue de Beauvau la responsabilité des « dysfonctionnements manifestes » ayant conduit à l'assassinat de la jeune Lyhanna par un prédateur sexuel connu de la police.

De plus en plus de députés de la majorité, et même des ministres, affirment, en privé, « ne [pas comprendre] pourquoi il n'assume pas sa responsabilité ». Peut-être parce qu'il compte bien, de la Chancellerie, jouer « un rôle de premier plan » lors de la prochaine présidentielle ?

Dès le déclenchement de l'affaire, Darmanin a désigné les magistrats comme les principaux fauteurs de trouble, annonçant, avant toute enquête interne, « des sanctions » consécutives à « des défaillances graves ». Au point que même le d'habitude très poli Conseil supérieur de la magistrature, chargé des nominations et des sanctions des juges, s'est fendu d'un communiqué « regret[tant] l'instrumentalisation de cette affaire par ceux qui rendent d'avance les magistrats comptables de ce drame ».

Dur, dur d'être un pandore

Parallèlement, des hauts magistrats sont allés trouver Darmanin. Se sentant menacé, le garde des Sceaux, dans une lettre datée du 15 juin, a été contraint de leur faire une déclaration d'amour. Consé-



quence: il a désigné un autre coupable idéal. Feu, désormais, sur la gendarmerie, dont les enquêteurs de la brigade territoriale de Lectoure (Gers) n'auraient pas considéré comme prioritaires les plaintes visant le meurtrier présumé de Lyhanna. On tient le fusible! « Il y a eu incontestablement un problème de discernement », reconnaît Hubert Bonneau, le grand chef des pandores. Ce que l'enquête administrative interne, dont les conclusions

doivent être rendues publiques le 22 juin, devrait confirmer.

« Le garde des Sceaux nous charge pour nous faire endosser plus de responsabilités que nous n'en avons, regrette une huile de la gendarmerie. Quant au ministre de l'Intérieur, il ne nous soutient guère. » Pas faux. Sans doute les cadres de la police, de fait, se réjouissent-ils de la situation: pour une fois qu'ils ne sont ni responsables ni coupables...

Didier Hassoux

Affaire Lyhanna: surenchère dans un océan de plaintes

IL FAUT « castrer chimiquement les pédocriminels » (Bruno Retailleau, 10/6), rendre la perpétuité « incompressible » (Jordan Bardella, 14/6), voire « rouvrir le débat sur la peine de mort » (Nicolas Dupont-Aignan, 10/6)! Depuis le meurtre de Lyhanna, cette collégienne de 11 ans retrouvée morte dans un silo agricole du Gers, les aspirants à l'élection suprême se surpassent. Gabriel Attal et Edouard Philippe, en guerre pour succéder à Emmanuel Macron, utilisent les violences faites aux enfants pour régler leurs comptes. Alors que le président de Renaissance propose d'« aligner le traitement des pédocriminels sur celui des terroristes », le maire du Havre cingle: « Ce parallèle traduit une forme d'incompréhension de ce qu'est la pédocriminalité. »

A Matignon, où, le 15 juin, Sébastien Lecornu recevait les députés à l'origine de la proposition de loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles, on promet des mesures prochaines, notamment sur les classements sans suite, qui devront désormais être justifiés.

Sept plaintes sur dix touchant des mineurs, en effet, n'aboutissent pas. La plupart des procédures concernant le principal suspect du meurtre

de Lyhanna avaient été classées en raison du manque de preuves. Face à l'émoi suscité par l'absence de poursuites, qui auraient peut-être permis d'éviter le drame, Gérard Darmanin a donné un mois aux parquets généraux pour éplucher les 70 000 requêtes en souffrance. « Faute de moyens et de temps pour enquêter, le classement sans suite demeure la base du fonctionnement de la justice », se désole Eve Simonet. Cette jeune femme, violée par son grand-père quand elle avait 6 ans, a lancé Classés sans suite, une plateforme de recueil de témoignages.

Ceci n'est pas Œdipe

En une semaine, plus de 5 000 personnes y ont déposé leur histoire, dont la moitié ont vu leur plainte ignorée. C'est le cas d'Eve Simonet et de sa mère. A l'époque, le policier qui les avait entendues avait noté dans son PV d'audition que la petite fille était « séductrice, sans aucune inhibition ». Le pédopsychiatre, lui, avait pointé « un problème d'Œdipe ». « Au pire je l'avais cherché, au mieux je mentais », conclut la jeune femme.

Pauline, 21 ans, a subi le même affront. Quand elle a 4 ans, son père

tente de l'étrangler. Sa mère porte plainte, et, malgré des examens médico-légaux confirmant les maltraitances, la procédure est balayée pour cause d'« infraction non caractérisée ». La garde alternée des deux enfants est maintenue, tout comme l'autorité parentale du père. En 2025, Pauline saisit de nouveau la justice. « Pour quoi ne vous êtes-vous pas adressée aux autorités compétentes plus tôt? » lui demande une policière. Pendant quatre heures, l'étudiante est entendue. Son père, lui, n'a toujours pas été convoqué. « Au-delà de la présomption d'innocence, il faudrait instaurer une présomption de véracité », suggère-t-elle.

Il y a un an, Caroline a perdu la garde d'Emmy, 12 ans, malgré trois signalements de professionnels et deux plaintes – classées sans suite – pour agression sexuelle incestueuse commise par le père. « Notre vie est bousillée », soupire-t-elle. Condamnée à deux mois de prison avec sursis pour avoir refusé, un jour, de rendre Emmy à son ex-conjoint, cette Angevine ne la voit plus qu'une heure par mois en présence de médiateurs. Double peine...

Charlotte Cieslinski et Emmanuelle Souffi

Couacs majeurs au 119 des mineurs

AVANT l'affaire Lyhanna, déjà, le 119, service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger, croulait sous les appels à l'aide: 237 000 en 2024, soit près de 650 par jour – un chiffre en hausse de 20 % en un an. Depuis le Covid et les dégâts imputables aux huis clos forcés, les mineurs sont toujours plus nombreux à alerter sur des situations de violences sexuelles et intrafamiliales, mais aussi de harcèlement scolaire et de cyberharcèlement. Les 27 salariés (35 d'ici à la fin de l'année) chargés de les écouter ont le sentiment d'éco-

per le navire avec une petite cuillère: un appel sur deux n'aboutit pas, à peine 43 000 sont traités. Allô, y a quelqu'un ? Face à la saturation de ce service, qui fonctionne pourtant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, les remèdes envisagés par la direction inquiètent le personnel. D'abord, la mise en place d'un serveur vocal interactif en lieu et place d'un préaccueil géré par un prestataire (coût: 400 000 euros par an). Enfants en danger, tapez étoile! « On n'appelle pas le 119 comme on appelle Free », peste une écoutante, qui redoute une diminution des signalements. Les appels après minuit représentant 5 % des volumes, la suppression d'un poste sur deux pendant la nuit est aussi à l'étude. « Et, dans les territoires d'outre-mer, on fait comment, avec le décalage horaire ? » pointe un salarié.

Sont aussi sur la sellette: les jours de RTT et les deux heures par mois consacrées au travail de documentation. « Nous sommes déjà au max de notre productivité », prévient un employé. D'après le rapport social unique, les arrêts maladie ont flambé, en 2024, de 27 %.



La direction envisage encore de recourir à l'IA pour aider les écoutants à rédiger les comptes rendus d'échanges avec les victimes, ce qui suppose d'enregistrer les conversations. « L'idée est de diminuer le temps administratif afin d'accroître le traitement des appels », explique Anne Morvan-Paris, directrice générale de France Enfance protégée, le groupe-ment d'intérêt public qui chapeaute le 119. Consultée, la Commission nationale de l'informatique et des libertés s'est montrée circonspecte quant à la confidentialité des données. Manquerait plus que les appelants soient harcelés par des annonceurs, ou pire.

E. So.

LAURENT FABIUS EXPOSE SES TOILES ABSTRAITES POUR LA PREMIÈRE FOIS



Sansal a du mal avec sa "Légende"

DANS le registre des « Mémoires d'après prison », la comparaison est cruelle: Nicolas Sarkozy avait écoulé en première semaine plus de 90 000 exemplaires de son « Journal d'un prisonnier » (Fayard), écrit au cours de ses vingt jours de détention, 50 000 la suivante et encore 28 000 la troisième, pour un total, à ce jour, de 210 000. Peut-être aurait-il pu prodiguer quelques conseils à son « ami » Boualem Sansal, qui, après une année passée dans les geôles algériennes, n'a vendu « que » 15 000 exemplaires de sa « Légende » (Grasset), lors de sa semaine de sortie. Des « chiffres encourageants », fanfaronne-t-on chez Hachette, propriété de Vincent Bolloré (Livres Hebdo, 11/6).

Difficile de tenir un autre discours, après avoir claironné que l'ouvrage serait l'événement littéraire de l'année et avoir exécuté en place publique Olivier Nora, patron de la maison Grasset depuis vingt-six ans, qui plaiderait pour une sortie du livre à l'automne.

Une p'tite pub en plus

A ce rythme, Bolloré n'est pas près de récupérer l'investissement colossal concédé pour piquer l'écrivain franco-algérien à Gallimard, son éditeur historique. Car, outre l'avance de 1 million d'euros versée à Sansal, son éditeur a mis le paquet pour la promo du livre, avec de pleines pages de pub dans les journaux, de l'affichage dans les gares, les maisons de la presse, les magasins... Coût de l'opération: 500 000 euros, selon les informations tombées dans le bec du « Canard ». A ce prix-là, ne pas vendre les 130 000 exemplaires imprimés relèverait de l'accident industriel!

Las! les semaines à venir ne s'annoncent pas meilleures. En dépit des efforts des équipes de Grasset pour dépolitiser le bouquin, celui-ci traîne une image sulfureuse. Et le soutien appuyé de l'écrivain à Bruno Retailleau, candidat vendéen à la présidentielle, n'aide guère. Dans les librairies indépendantes, les premiers jours de mise en vente dessinent une géographie politique: les plus gros scores se situent dans l'ouest parisien, à Nice ou à Toulon. Dans les quartiers plus marqués à gauche, en revanche, des libraires ont choisi de ne fournir le livre que sur commande et ne l'ont pas en stock.

A qui le four?

Résultat, « La Légende » n'est présente que dans un peu plus de 50 % des points de vente – un taux très faible pour un tirage de cette ampleur. Plus inquiétant pour son avenir: les demandes de réassort (les commandes que font les libraires lorsqu'ils ont écoulé leur premier stock) ne sont pas si nombreuses. L'espoir d'un succès massif s'éloigne déjà.

Les comparaisons plus que flatteuses de Noëlle Lenoir, ex-présidente du comité de soutien à Sansal, élevant l'écrivain au niveau de Primo Levi, de Zola ou de Václav Havel (« Paris Match », 11/6), ne suffisent pas à assurer le succès d'un livre bouclé à la va-vite. Au moins deux noms, et pas n'importe lesquels – celui du journaliste Christophe Gleizes, toujours emprisonné en Algérie, et de Stéphane Romatet, l'ambassadeur de France à Alger –, comportent des coquilles. La faute à une relecture trop rapide?

De quoi donner raison à Olivier Nora, qui voulait plus de temps pour un travail approfondi sur le texte et son orthographe.

Agnès Laurent

Lourdes ambiance à Bétharram

UN VRAI CHEMIN de croix pour le pape? Lors de son passage en France, du 25 au 28 septembre prochain, Léon XIV risque d'être pas mal sollicité par les victimes de curés pédocriminels. L'Association des victimes de Notre-Dame de Bétharram et le Collectif des victimes de Bétharram, du média-tique lanceur d'alerte Alain Esquerre, lui ont déjà écrit. S'est jointe à eux la commission d'enquête indépendante créée en mars 2025 par l'Institut Joinet à la demande de la congrégation et qui rendra son rapport le 20 juin. L'union fait la force, mais à condition « que certains acteurs du processus de réparation comprennent que l'ego est moins important que l'intérêt des victimes », précise au « Canard » Jean-Pierre Massias, son président.

Vatican dira-t-on

Le 20 mai, l'Association des victimes de Notre-Dame de Bétharram a adressé au Saint-Père un courrier cosigné par trois anciens élèves: Bernard Collenot, le président de l'assoce, Jean-Marie Delbos, qui, dès 1961, avait alerté sur les violences

sexuelles subies à l'internat, et Philippe Nicaud, représentant des victimes d'Ozanam, à Limoges, où ont également sévi les pères de la congrégation. Les trois hommes demandent à « être reçus à Lourdes par Sa Sainteté » afin de « lui faire part de [leurs] préoccupations concernant les mesures que l'Eglise pourrait adopter pour mettre fin aux abus perpétrés en son nom ». Ces quelques lignes auraient été reçues positivement par le ministère chargé des congrégations au Saint-Siège. Alléluia!

Esquerre, de son côté, a opté, deux jours plus tard, pour une lettre signée de l'« auteur du livre « Le Silence de Bétharram » ». Il espère que Léon lui en commandera une palette? Avec emphase, il appelle à « œuvrer ensemble, afin de rendre justice à saint Michel Garicoïts et aux enfants dont il voulait prendre soin ». En 1838, dans son « Manifeste », Garicoïts, le fondateur canonisé de la congrégation de Bétharram, écrivait: « Les prêtres de Bétharram se sont sentis portés à se dévouer pour imiter Jésus anéanti et

obéissant, et pour s'employer tout entiers à procurer aux autres le même bonheur. » Anéantissement réussi pour un certain nombre de gamins dont ils avaient la charge...

Papal, où t'es?

La Conférence des évêques de France confirme « la pertinence et la nécessité » d'organiser une rencontre dans le cadre du voyage du pape, mais certaines soutanes bien introduites jugent très maladroite la missive d'Esquerre, qui s'adresse au pape comme à un vulgaire Premier ministre en lui soumettant cinq propositions. Parmi celles-ci, la « formation obligatoire des prêtres aux violences sexuelles et physiques » et non... à la prévention de ces crimes!

Après un lapsus pareil, il n'a plus qu'à réclamer une bénédiction Urbite et Orbité!

Louise Colvert et Emmanuel Savoye

L'ORTHOGRAPHE SERA BIEN PRISE EN COMPTE AU BAC, MAIS LE MINISTRE TENTE DE RASSURER



Guadeloupe à sec: la grande fuite en avant

UN TERRITOIRE français dont les deux tiers des habitants n'ont pas un accès régulier à l'eau? En 2026, c'est possible. A la Guadeloupe, c'est même banal depuis des années, et la République s'en tamponne. Détérioration des réseaux, désorganisation du système de facturation, endettement des opérateurs, insolvabilité de nombreux habitants... Le problème est

colossal, et sa résolution nécessiterait, selon le ministère de la Transition écologique, un investissement de 2 milliards d'euros!

En attendant de les trouver, Guy Losbar (Guadeloupe unie, solidaire et responsable, un parti autonomiste proche du macronisme), le patron du département, se prépare à jouer les plombiers de secours. Le 24 juin, lors du congrès des

élus convoqué par ses soins, il va proposer un plan fondé sur un investissement de 150 millions d'euros pour détecter et réparer les milliers de fuites qui empêchent la distribution normale de la flotte.

Jadis chargé du contrat de l'eau, le groupe privé Veolia a jeté l'éponge. C'est désormais le SMGEAG, un opérateur public, qui gère la production et la distribution d'eau, ainsi que l'assainissement. Selon un haut cadre de ce syndicat, les foyers de quelque 245 000 habitants – soit 65 % de la population – n'ont pas d'eau courante pendant des jours, des semaines, voire des mois! Les « tours d'eau »: c'est ainsi que les Guadeloupéens appellent ces coupures alternatives.

En début d'année, pour secourir le SMGEAG, en situation de quasi-cessation des paiements, Guy Losbar a promis de débloquer en urgence

deux enveloppes de 6 millions d'euros chacune: l'une pour rembourser en partie les fournisseurs du syndicat, qui, à la fin de 2025, cumulaient 60 millions d'euros de créances; l'autre pour contribuer au plan de recherche et de réparation des fuites de 20 millions proposé par le préfet de région. Le bilan laisse à désirer. « Six mois plus tard, l'argent n'est toujours pas arrivé dans les caisses », constate, dépité, un cadre du SMGEAG.

Faux filets

Les élus n'ont pas toujours aidé à colmater les fuites. Le parti de l'insubmersible Losbar commande depuis trente ans la vanne du principal syndicat de l'eau. Dans un rapport de 2013 sur sa gestion, la chambre régionale des comptes indiquait qu'il « dépens[ait] des sommes considérables dans les missions, les déplacements, les réceptions et la communication,

[soit] 6903 880 euros de 2005 à 2011 ». Il est temps de s'acheter une conduite!

Il y a trois ans, l'Etat avait annoncé un programme pluriannuel d'investissement dans les réseaux d'eau et d'assainissement de la Guadeloupe, doté d'un budget de 320 millions d'euros et cofinancé par les collectivités locales et des fonds européens. Hélas! ce projet a rapidement été abandonné en raison des gigantesques difficultés financières du SMGEAG: autour de 60 millions de pertes en 2025. Cette année, l'organisme ne peut même pas acheter les produits chimiques utilisés pour le traitement des boues des 17 stations d'épuration de l'île. Conséquence? Les effluents pollués se répandent dans la nature et sur les plages – comme au Gosier, l'un des principaux spots touristiques. Ça fait beaucoup de cash à l'eau...

J. C.



ZigZag

ENCHÈRES ET EN HAUSSE

Les fans de Brigitte Bardot connaissaient bien ses mail-lots de bain deux pièces, un peu moins son trois-pièces de 71 m² situé dans le XVI^e ar-rondissement de Paris: un ap-parement proposé aux enchères le 11 juin, avec une mise à prix fixée à 1 million d'euros. « Le Parisien » (11/6) laisse la parole à la négociatrice im-mobilière: « La maison est saine, même la partie en splex n'est pas humide, il y a un vrai potentiel. » Peut-être, mais il y a des travaux à prévoir, le bien affichant un diagnostic DPE classé G. Ce n'est pas demain la veille qu'il sera classé BB!



GONFLÉ

Avis aux amateurs de détente aquatique: la marque Louis Vuitton, vaisseau amiral de LVMH, vient de lancer une bouée haut de gamme, « imperméable » (c'est préfé-rable) et « résistante aux UV », qui « transpose le savoir-faire de la maison au bord de la piscine, d'un lac ou de l'océan ». Décorée du célèbre mono-gramme « LV », elle est aussi « dotée de poignées », tandis qu'« une pompe compacte et astucieuse est incluse pour la regonfler aisément et en toute sécurité ». Autant de détails qui justifient certainement son prix de vente: 3400 euros. Et qui confortent l'image qu'on a de Bernard Arnault: celle d'un mec vraiment pas coule!

ANUS HORRIBILIS

Une profonde polémique secoue la cité espagnole de Saint-Jacques-de-Compostelle, où l'Hôpital des Rois-Catholiques est désormais célèbre pour ses « gargouilles sodomisées » (« El País », 10/6). Les statues, qui déversent l'eau de pluie par l'anus, ont en effet été affub-lées de gouttières pour éviter le déversement de pluies « tor-rentielles » sur le bâtiment en contrebas... Aux critiques du voisinage, l'architecte Fernan-do Cobos répond: « Je ne suis pas psy: si vous y voyez une gargouille sodomisée, je ne peux pas y faire grand-chose. » Ça vous chatouille ou ça vous gargouille?

Poulets mouillés

Y a-t-il eu préméditation dans cette gravissime affaire d'arrosage de jardinière, à Paris, le 5 mai 2025?

SACRÉE AFFAIRE pour les juges, le mercredi 10 juin. A la barre du tribunal judiciaire de Paris, Hugo Z. est jugé pour outrage, rébellion et violence à l'encontre de policiers. Ames sensibles, s'abstenir: le 5 mai 2025 au matin, le jeune homme rentre chez lui, non loin de la place de la Sorbonne. Il est allé promener son chien. Des policiers encerclent le lieu car Emmanuel Macron est présent dans un amphithéâtre de la fac. Les flics lui refusent le passage. « Là, on m'attrape par le dos, je leur réexplique que je veux juste monter chez moi, je ne veux pas d'histoire », raconte Hugo au tribunal. « Ce n'est pas ce que disent les policiers. Vous leur auriez dit: "Arrêtez de casser les couilles, on peut plus passer". Ils mentent ? » interroge la présidente. « J'ai dit: "Vous n'avez pas le droit de faire ça, c'est la France ici." » Quel insolent!

L'affaire d'Etat arrive. Une fois dans son appartement, Hugo Z. prépare un sac de voyage, avant de prendre le train pour quelques jours de vacances – « une randonnée avec méditation ». Il arrose ses jardinières avant son départ... juste au-dessus des poulets. Qui lèvent la tête et reçoivent de l'eau sur le visage. « Je leur ai dit qu'ils devaient faire attention! » jure-t-il. Les flics, dans leurs plaintes, décrivent un homme au balcon menaçant de « balancer d'autres choses ». L'épisode ne fait pas rire les forces de l'ordre, qui attendent Hugo Z. de pied ferme et l'arrêtent, à six, au pied de son immeuble. Le jeune homme est placé en garde à vue pendant deux jours. Trois des policiers vont se plaindre d'irritations, notamment aux yeux. L'enquête se

concentre alors sur l'utilisation volontaire d'un « produit corrosif ». Et hop! une perquisition. Dans l'appart d'Hugo Z., les limiers mettent la main sur « une gourde en plastique brillante », qui a servi à arroser les plantes, et sur une batterie de produits ménagers (liquide de rinçage, vinaigre d'alcool, savon noir et lait de cre). « Disons que ces produits sont corrosifs pour la peau et les yeux », notent les enquêteurs. La gourde est envoyée au labo. En réalité, elle ne contient aucune trace d'une quelconque substance. Seul l'un des policiers, présent à l'audience, se plaint encore aujourd'hui de troubles de la vision, provoqués par une conjonctivite... virale. Il souffle: « Ce n'est pas normal de ne pas se faire respecter. On n'est pas des chiens! »

L'une des juges interroge Hugo Z. sévèrement: « Vous trouvez ça normal de balancer de l'eau sur tout le monde en mettant une jardinière sur votre rambarde? C'est interdit dans certaines propriétés! Est-ce que vous mettez de l'engrais dans vos jardinières ? » Pour le proc, le crime est signé. « Il ne s'agit pas d'égouttoirs, monsieur, mais d'une flaque d'eau! (...) L'arrosage est un prétexte pour constituer un alibi! Vous avez voulu vous venger! » Il requiert, sans rire, dix-huit mois de prison, dont un an avec sursis, et 10000 euros d'amende. Jugement le 10 juillet.

Pour l'avocate de l'arroseur, Olivia Ronen, « l'autopsie de la flaque d'eau m'effraie un peu, je vous avoue (...). Et commenter les subtilités du savon noir me désole. La justice manque de moyens, il paraît... » Il paraît.

Marine Babonneau

A l'eau, la police!

La peste soit des pesticides!

BONNE NOUVELLE: pas de réintroduction de pesticides dans la loi d'urgence agricole votée le 2 juin à l'Assemblée nationale. Mauvaise nouvelle: maintenant, le texte est entre les mains des sénateurs, et un certain Laurent Duplomb compte toujours réautoriser l'acétamipride tueur d'abeilles.

A ce propos, est-il vrai qu'en France on épand de moins en moins de pesticides? Qu'il y a moins de malades? Non.

En mai 2024, dans le cadre de son « plan Ecophyto 2030 », le gouvernement promet une « réduction de 50 % de l'usage et des risques des produits phytopharmaceutiques d'ici à 2030 ». « C'est de l'enfumage. Pour faire baisser la fièvre, on a cassé le thermomètre! », affirme François Veillerette, de Générations futures. En février 2024, pour complaire à la FNSEA, l' alors Premier ministre Gabriel Attal supprime l'indicateur Nodu, qui détermine le nombre de traitements chimiques appliqués sur 1 ha. « Il l'a remplacé par le HRI1, qui est trompeur car il ne rend compte ni de l'usage

ni des risques réels des pesticides », poursuit François Veillerette. Ainsi, des produits dangereux employés à faible dose peuvent paraître plus rassurants que des pesticides à bas risque employés en plus grande quantité... Selon Valentin Beauval, de la Confédération paysanne, « il y a toujours autant de pesticides. Plus de 65 000 tonnes de matières actives sont vendues chaque année dans le pays ».

Des chiffres de malades

Et les malades? Michel Besnard, porte-parole du Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest, l'affirme: « Ceux dont les pesticides ruinent la santé sont majoritairement des agriculteurs. Et aussi des salariés de coopératives, employés d'espaces verts, paysagistes. Quand, chez eux, apparaît la maladie de Parkinson, un cancer de la prostate, des lymphomes et autres, ils ont entre 50 et 69 ans. »

Leur nombre est-il en baisse? Interrogée, la Mutualité sociale agricole (MSA) botte en touche: « Impossible de vous répondre. Allez sur le site du fonds d'indemnisation, vous aurez les chiffres. » La MSA dispose pourtant de toutes les infos sur les problèmes de santé de ses adhérents. Et, même si, depuis 2020, c'est le Fonds d'indemnisation des victimes des pesticides (FIVP) qui instruit les dossiers, lorsqu'une personne est reconnue en maladie professionnelle, elle doit obligatoirement passer devant le médecin-conseil de la MSA. Or, comme le note Michel Besnard, « parmi les instances administratives de la MSA, on retrouve la FNSEA, qui a poussé les agriculteurs à utiliser des pesticides ».

Revenons aux chiffres: depuis la création du FIVP, 2119 personnes ont vu leur maladie professionnelle reconnue entre 2021 et 2024. Et aussi 12 enfants, exposés in utero du fait de l'activité d'un ou des deux parents. Ces chiffres augmentent chaque année. De 242 malades reconnus en 2021, ils sont passés à 752 en 2024. Soit + 211 % en quatre ans! « La rapidité de cette augmentation donne une idée de l'ampleur du problème », réagit Moritz Huns-mann, chercheur en sociologie et en santé publique au CNRS, pour lequel « ce chiffre de 2119 est sous-évalué. Il ne représente qu'une fraction minime des victimes de pesticides ».

Et les riverains qui, eux aussi, respirent ces satanés produits chimiques? Sylvie Nony, d'Alerte Pesticides: « Ils n'ont aucune reconnaissance officielle », car « impossible de prouver avec certitude le lien entre leur maladie et l'exposition aux pesticides ». Combien sont-ils? Pas de chiffre.

Pour eux comme pour les autres malades, pas de loi d'urgence en vue.

Professeur Canardeau



Le Vieux Paris dans la bétonnière?

EN cent vingt-neuf ans d'existence, la Commission du Vieux Paris (CVP) n'avait jamais connu une telle tentative de mise au pas. Depuis 1897, cette instance paramunicipale, qui comprend des élus et des experts du patrimoine, examine les permis de construire pour veiller à la conservation des bâtiments remarquables, et procède aux recherches historiques et archéologiques. Mais le maire Emmanuel Grégoire, qui a déjà supprimé le poste d'adjoint au patrimoine, entend doter la CVP de nouveaux statuts, dignes d'un règlement de gendarmerie, qui risquent de condamner au silence cette em-pêcheuse de bétonner en rond.

La composition de la Commission est bouleversée par ce texte, qui sera soumis le 18 juin au Conseil de Paris. Les historiens et les spécialistes du bâti ancien, qui avaient toujours été majoritaires dans la CVP, ne passeront plus que pour un quart des effectifs. Un peu léger pour faire contrepoids face aux professionnels du logement, de l'urbanisme ou de la transition écologique, qui en représenteront désormais les trois quarts.

Extra-muros, les opposants

Quatorze élus – de toutes les sensibilités politiques – siégeaient également à la CVP. Dorénavant, il n'y en aura plus (« La Lettre », 15/6). Pour justifier cette suppression, Grégoire assure au « Canard » qu'il s'agit d'un simple « retour aux sources » d'une instance qui « n'a pas à faire de politique » et qui « ne comprenait à l'origine aucun élu ». C'est faux. La Commission a toujours accueilli des membres du Conseil de Paris. Ils étaient même 11 sur 38 dès sa création. Aujourd'hui, l'objectif est d'empêcher l'opposition et les alliés les plus remuants de la majorité en place de faire du ramdam sur les dossiers polémiques examinés par la Commission.

Pour encore mieux verrouiller l'ensemble, le maire a bricolé un article 6 qui impose désormais une confidentialité absolue à tous les membres sur les débats, sur l'ordre du jour et sur les résolutions.

Blocus et bouche cousue

Si de telles dispositions avaient vu le jour plus tôt, de nombreux bâtiments parisiens auraient pu être rasés ou défigurés en silence. Entre autres, les vestiges de l'église des Enfants-Rouges, dans le III^e arrondissement, l'immeuble Henri-IV de la rue Basfroi (XI^e ar-rondissement), le couvent des Récollets (X^e) et de nombreux immeubles anciens.

Ultime précaution: pour être sûrs que la Commission fasse les bons choix, les services municipaux se chargeront, au préalable, de lui mâcher le travail en s'efforçant de « mieux contextualiser (les débats) au regard des contraintes réglementaires, pragmatiques et d'intérêt général ». Quant aux fortes têtes, elles peuvent se le tenir pour dit: les nominations à la CVP ne seront plus valables six ans (la durée d'un mandat municipal), mais seulement trois ans, renouvelables. Du moins si l'intéressé s'est bien conduit...

Pour l'instant, seuls l'ancien Vert Emile Meunier et le groupe de l'Insomnie Sophia Chikirou ont annoncé leur intention de s'opposer aux nouveaux statuts. En revanche, cette politique de mise au pas ne semble guère émouvoir les alliés écolos ou communistes d'Emmanuel Grégoire, qui accusent ouvertement la Commission de « faire le jeu de la droite » en freinant les projets d'urbanisme de la municipalité. Tous s'apprêtaient à voter avec la majorité socialiste et à sceller le truelle destin du Vieux Paris.

Hervé Liffra

● Actualisation: à l'heure de mettre sous presse, « Le Canard » a appris que le maire de Paris venait de retirer, purement et simplement, son projet. Le Vieux Paris échappe donc, pour le moment, à la bétonnière.

DRÔLES DE ZIGS

RYAN GAFFEY, directeur des installations sportives de l'université américaine de Bentley, dans le Massachusetts, qui servent de camp de base à l'équipe de France pendant la Coupe du monde, avait déjà eu un coup de chaud lors du séjour d'essai des Bleus sur place (« Libé », 11/6). Le staff de Didier Deschamps est en effet particulièrement exigeant sur la qualité du terrain d'entraînement. Gaffey se souvient: « Quand ils sont venus en mars, on a dû déneiger à la hâte, et on avait même peint certaines zones en vert pour arranger le terrain au maximum. »

Un peu à l'image de Trump, de plus en plus décrépit et qui se fait régulièrement repeindre en orange.

ANTONIO FILOSA, le pédagogue (italien) du groupe Stellantis, serait-il un fin lettré? Son livre préféré, c'est « La Divine Comédie », affirme-t-il au « Point » (11/6). Et de plaisanter: « Je peux vous réciter de mémoire tout le Chant III de "L'Enfer", de Dante! C'est pour moi une source inépuisable de réflexion. » Ce Chant III, pour mémoire, est consacré aux Indolents, cette catégorie de pêcheurs qui ont évité de se donner de la peine de leur vivant.

Ce qui ne vise sûrement pas son prédécesseur, Carlos Tavares, qui s'était donné beaucoup de peine pour empêcher 35 millions d'euros au moment de quitter Stellantis, malgré des résultats désastreux.



DANA WHITE, patron de l'UFC (Ultimate Fighting Championship) et organisateur des combats d'arts martiaux mixtes qui se sont déroulés devant la Maison-Blanche le 14 juin, était présent au dîner des correspondants, le 25 avril, lorsqu'un homme armé avait fait irruption dans le hall. Une expérience marquante (« Le Monde », 14/6): « Les tables étaient retournées, des gars couraient avec des armes et criaient: "Baissez-vous!" Je ne me suis pas baissé, putain c'était dément! J'ai littéralement profité de chaque minute. C'était une expérience assez dingue et unique. »

Vite, le prochain attentat!

JILL BIDEN, l'épouse de Joe, a publié ses Mémoires – au grand dam des démocrates, peu ravis de la voir remuer le couteau dans la plaie de la défaite de 2024. Au sujet de l'état de santé de son mari, elle écrit (« Le Figaro », 10/6): « Certainement, s'il avait présenté des troubles cognitifs, je n'aurais pas hésité à le dire (...). Mais il était loin d'en être là au cours de l'été 2024. »

Une chose est sûre: Joe, lui, n'est pas près d'écrire ses Mémoires.



Goûte, c'est de l'E202!

CONNAISSEZ-VOUS le sorbate de potassium – E202, de son petit nom? Cet antimoissures allonge au maximum la durée de vie des biscuits. Un ingrédient épantant... qui est désormais suspecté d'augmenter le risque de cancer et de diabète de type 2. C'est ce que démontrent deux études soigneusement mises sous le torchon par l'agroalimentaire.

En janvier dernier, des chercheurs de l'Inrae et de l'Inserm ont levé le voile sur les travaux qu'ils ont menés pendant quatorze ans auprès de 100 000 Français. En croisant l'état de santé de ces derniers et le contenu de leur assiette, ces cadors de l'épidémiologie nutritionnelle ont découvert qu'ingurgiter réguliè-re-

ment de l'E202 augmentait de 14 % le risque de cancer et de 40 % la survie d'un diabète sucré (BMJ, et Nature Communications, 7/1). Dur à avaler, vu que l'un des gâteaux industriels préférés des enfants est justement fourré à l'E202. En plus du sorbate de potassium, le Napolitain, de la célèbre marque LU, rachetée par le géant américain du snacking Mondelez, numéro un du biscuit en France, aligne en effet pas moins de 24 « ingrédients » (sic), dont 14 marqueurs de malbouffe. N'en jetez plus!

Voilà qui donne envie d'ouvrir la boîte à goûter. Ça tombe bien, dans son dernier hors-série, « 60 millions de consommateurs » a passé au crible

82 gâteaux, biscuits, brioches et autres madeleines. Un vrai musée des horreurs nutritionnelles, puisque 91,3 % d'entre eux sont ultra-transformés. La barre de céréales Lion au caramel et au chocolat de Nestlé décroche la timbale, avec plus de 25 ingrédients.

Parmi les cochonneries les plus fréquemment trouvées au rayon goûter, une ribambelle d'émulsifiants, dont l'E475 et l'E471, qui, à haute dose, dézinguent le microbiote intestinal, ou encore l'E450, un agent de texture qui détruit les reins, le tout souvent trempé dans de l'huile de palme et nappé de sirop de glucose. Rappelons qu'en France, à cause, notamment, de la malbouffe, un enfant ou ado sur cinq est en surpoids. Malgré tout ça, dans son plan anti-obésité lancé en janvier avec roulements de tambour, par le ministère de la Santé ne pipe mot sur les publicités alimentaires ciblant les enfants, alors que 90 % d'entre elles, d'après un rapport du Sénat, font la promo de produits trop gras, trop sucrés, trop salés ou trop chimiques.

Motus et bouche cousue, aussi, sur l'armée d'influenceurs grassement payés pour faire la ratape de la malbouffe sur les réseaux sociaux. De quoi être dé-goûter.



Vertige des très grands nombres

L'AN DERNIER, le monde a dépensé 2887 milliards pour préparer la guerre. La France, seulement 68 milliards. Nous sommes à la 9^e place mondiale. Nous y consacrons 2 % du PIB. L'attaque de Poutine contre l'Ukraine et le lâchage de Trump ont convaincu l'Europe: faut se réarmer! Elle s'y met. Comme les autres pays de l'Otan, la France vise les 5 %. La Pologne en est déjà à 4,5 %.

L'armée française dispose de 225 Rafale, 15 frégates de premier rang, 6 sous-marins nucléaires, 3 porte-hélicoptères, 1 porte-avions, 200 chars Leclerc et 67 hélicoptères d'attaque Tigre. Macron a récemment fait voter une rectification de la loi de programmation militaire 2024-2030, qui offre 36 milliards de plus aux armées. On n'avait pas fait pareil effort depuis 1951-1953, lors de la guerre d'Indochine.

Le cœur de notre force de frappe, ce sont nos 6 sous-marins nucléaires: chacun d'eux promène au fond des

mers 16 missiles balistiques contenant chacun 6 têtes nucléaires d'une portée de 10000 km. Comme le dit un stratège français (1), « nos sous-marins sont capables de tuer 50 millions de personnes en une demi-heure. Nous pensons que cela suffit à dissuader quelque adversaire que ce soit ». Encore faut-il que l'adversaire soit rationnel. Avant que Poutine attaque l'Ukraine, les stratèges militaires n'y croyaient pas: ce serait, disaient-ils, une décision irrationnelle (2). Ça ne l'a pas empêché. Par la suite, il a agité la menace nucléaire. Quel expert y croit?

Après quatre ans de boucherie en Ukraine (premier jour: 24 février 2022), quel bilan? Côté russe, entre 275 000 et 325 000 morts. Côté ukrainien, entre 100 000 et 140 000 morts. En ajoutant



les blessés et les disparus: 2 millions de victimes. La boucherie en Ukraine a déjà duré plus longtemps que celle de 14-18. Elle n'en finit pas.

Dans le monde, 9 Etats se sont dotés d'armes nucléaires. En tout, 12 000 têtes, dont au moins 2000 « en état d'alerte opérationnelle maximale ». Par ordre chronologique: Etats-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Israël, Inde, Pakistan et Corée du Nord (3 pays seulement font partie de l'Otan). Le trai-

té New Start, par lequel les USA et la Russie plafonnaient leur arsenal, a expiré le 5 février. Il n'a pas été renouvelé. La course mondiale au nucléaire, c'est reparti.

Dans son discours du 2 mars sur la « dissuasion avancée », Macron a « ordonné d'augmenter le nombre de têtes nucléaires » en France. Nous en avons aujourd'hui un peu plus de 300. Chacune d'elles peut détruire autant que 7 à 20 bombes d'Hiroshima. Macron: « Nous ne communiquerons plus sur les chiffres de notre arsenal. » Du moment qu'on va de l'avant!

Jean-Luc Porquet

● Le titre de cet article est emprunté à l'excellent « Petit Traité de la mesure », d'Alain Cou lombel, Le Bord de l'Eau, 168 p., 18 €.

(1) Jean-Pierre Dupuy, dans sa préface à « Hiroshima est partout », de Günther Anders, Seuil, 528 p., 29,90 €.

(2) Notre déni de guerre », par Stéphane Audoin-Rouzeau, Seuil, 60 p., 5,90 €.

Le Cinéma

Shana

(Celle qui a dit na !)

MARQUÉE par l'histoire de Moïse et des dix plaies d'Égypte, que l'on raconte lors de la fête juive de Pessah, Shana, qui a la vingtaine, semble ne pas s'en laisser conter. Elle tient tête à sa grand-mère, qui lui conseille de ne pas fréquenter des Arabes, et à sa mère, qui lui reproche ses opérations de chirurgie esthétique... Ce qu'elle aime plus que tout, c'est sortir, zoner, parler avec ses copines. Jusqu'au jour où elle hérite d'une bague censée la protéger du mauvais œil. Elle a pourtant du mal à résister aux coups de pression de son amoureux, Moïse, en prison, qui gère par téléphone, de sa cellule, le deal de shit qu'il lui a confié...

Après « Le Roi David » (2021), couronné par le grand prix à Clermont-Ferrand et le prix Jean Vigo, la réalisatrice Lila Pinell fait de nouveau tourner Eva Huault, qu'elle a repérée et filmée dès son enfance dans une colonie de vacances. C'est peu de dire que cette jeune femme hors norme illumine le film de sa présence, de son naturel et de son bagou.

Certaines séquences de dispute familiale sont irrésistibles, portées aussi par Noémie Lvovsky, dans le rôle de la mère. Les scènes fusionnelles avec la bande d'amies de Shana sont finement observées. Et le phénomène d'emprise est montré sans forcer le trait. Jusqu'au bout Lila Pinell réussit à gar-



der un ton enjoué, même pour aborder les sujets sérieux. Notamment le fait que son héroïne cache soigneusement à son entourage qu'elle est juive...

Shana sera-t-elle l'Antoine Doinel de Lila Pinell, l'inspirant comme jadis Jean-Pierre Léo d'avait fait pour Truffaut ? De belles retrouvailles en perspective!

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine

Ulysse

Un petit garçon qui n'est pas tout à fait comme les autres, qui grandit hors des courbes de croissance... Face au syndrome génétique qui le touche, la mère réagit en tigresse, prête à tout pour lui, mais à vif. Tandis que le père, musicien, plus tourmenté, finit par prendre la tangente aux États-Unis.

Présenté en ouverture de la sélection Un certain regard, à Cannes, ce film éloquent et attachant a été inspiré à Lætitia Masson par l'odyssée vécue aux côtés de son fils Alphonse. Lequel joue son propre rôle à l'écran, comme éclairé d'un éclat intérieur : Ulysse à l'âge adulte.

Le film ne cache rien des aspérités du parcours : trouver la bonne école, la bonne formation, éviter les arnaqueurs et les incompetents. Et il ne présente pas des parents modèles mais réels : Elodie Bouchez, lumineuse en mère résolue, Stanislas Merhar, au diapason dans le rôle du père, et Romane Bohringer, charismatique en bonne copine. - D. F.

La Baleine et le Musicien

Un jour, le compositeur Rone, figure incontournable de la scène électro française, apprend par des pêcheurs écoutant sa musique en mer que les cétacés se montrent sensibles à ses compositions. Commentent alors pour lui une sorte de quête mystique et

l'apprentissage d'une langue inconnue, celle des grands mammifères marins, pour réaliser le rêve de sa vie : communiquer avec une baleine à bosse. À La Réunion, accompagné de scientifiques, il plonge près des baleines, s'enivre de leurs chants si étranges à nos oreilles et compose.

Le résultat de ce documentaire magnifique, signé Valentin Paoli, est résumé dans la scène finale, bouleversante, quand Rone et « sa » baleine communiquent et se répondent, sans toujours savoir ce qu'ils se disent. - A.-S. M.

L'illusion de Yakushima

Vivant à Kobé, au Japon, une jeune Française est attentive au mystère de la vie qui se niche au creux des arbres, dans la forêt, mais aussi dans le cœur de ses jeunes patients. Chargée d'accueillir à l'hôpital les enfants en attente de transplantation cardiaque et leurs parents, elle confronte son approche avec celle de ses collègues dans une société rétive au don d'organes.

Ce film contemplatif de Naomi Kawase, bâti autour de l'actrice Vicky Krieps, vaut moins pour son intrigue flottante que pour ses scènes d'allure documentaire sur le miracle technique d'une greffe de cœur et sur l'émotion qui déborde pour les parents accompagnant leur enfant jusqu'au bout... - D. F.

Jim Queen

Un super-Musclor, icône de la communauté gay, est touché par un mal inexplicable : l'« hétérosex », qui menace d'en faire un banal hétérosexuel... Au secours ! Heureusement, l'admiration de son jeune suiveur Lucien, peinant à sortir du placard où l'enferme sa mère étouffante, l'aide à retrouver sa voie.

Signé de Marco Nguyen et Nicolas Athané, ce dessin animé aux personnages gonflés et colorés est une joyeuse satire qui détourne les codes des films d'animation héroïques à gros budget pour mieux décrypter les diverses communautés LGBT... et plus si affinités.

Sympathique et bardé de bonnes intentions, même si ce n'est pas un top-modèle de finesse. - D. F.



Les films qu'on peut voir à la rigueur

Toy Story 5

Contrairement à tant d'enfants, Bonnie s'amuse avec de vrais jouets. Mais que vont devenir Buzz l'Éclair, la cow-girl Jessie et Monsieur Patate, sans oublier le revenant (et bedonnant) cow-boy Woodie si la petite fille se rallie à la tablette électronique ? Car celle-ci permet de jouer, de bavarder avec les copines, organise les soirées pyjama et même le harcèlement.

Trente ans après le premier volet, ce « Toy Story », signé Andrew Stanton et McKenna Harris, découvre la tech. La surprise est un peu étonnée pour les grands. Et, pour les petits, l'histoire est compliquée, manquant de fantaisie. L'émotion et la célébration de l'amitié sont toujours là, mais légèrement décolorées. - J.-F. J.

Lettres ou pas Lettres

Vrai loustic et faux martyr

Dans ses «Lettres à ses avocats français – 1947-1953», Céline, en exil, se joue de ses deux défenseurs pour ses procès en collaboration. Et exerce avec maestria sa verve comique.



ARRÊTÉ puis emprisonné en décembre 1945 au Danemark, où il s'était réfugié, Louis-Ferdinand Céline, sous le coup d'une demande d'extradition du gouvernement français pour trahison, a fiévreusement préparé sa défense. Comme en témoigne sa correspondance avec ses deux avocats, Albert Naud, résistant de droite, et Jean-Louis Tixier-Vignancour, ex-homme de Vichy et futur candidat d'extrême droite en 1965 face à de Gaulle...

Le pamphlétaire antisémite ne cesse de se présenter en « martyr » de la « persécution bien carabinée » des « chacals », voire en « bouc » (émissaire) d'une « nouvelle affaire Dreyfus (à l'envers !) ».

Dès lors, cette correspondance devient l'anti-chambre du prétoire parisien où il refuse de comparaître et où il sera jugé par contumace (écopant d'un an de prison en 1950, puis amnistié par un tribunal militaire l'année suivante). Mais elle est aussi le laboratoire du roman, « Féerie pour une autre fois » (1952), où il essaie ses formules.

Car, son arme, c'est son style, aiguisé, irrésistible,

dont il menace régulièrement de foudroyer ses ennemis : « La nature m'a doté d'une petite plume assez atomique (compensations à tant de faiblesses !). Je sens qu'elle commence à me gratter... » Périodiquement, il agit l'idée de publier un « opuscule » vengeur contre la justice d'épuration, dont il a déjà le titre : « Poteau-sur-Seine ». Mais toujours sur un mode « loustic ».

Il note, dès 1947 : « Je possède encore Dieu merci pour le rire une palette assez riche, tous les tons : le rire franc, le rire jaune, le rire concon, le rire cocu, le rire-comme-on-

n'a-jamais-ri... mais 17 mois de cellule, 4 ans d'exil, l'Hallali du monde entier, c'est trop, même pour un écrivain comique... le rire figé... »

Or, au moment de son procès, en 1950, il reproche précisément à M^e Naud d'avoir alimenté par cet extrait de lettre un article de « Paris Match » sur son procès titré « L.-F. Céline s'en tire avec une tirade de rires inédite ». Dans ses Mémoires, « Les défendeurs » (1973), Naud a raconté ensuite comment le président de la Cour de justice avait transformé l'audience en un « immense éclat de rire », en

lisant les formules décochées dans ses lettres par Céline contre le procureur général : « suceur révasseur des crayons de la IV^e République », « lècheur d'arpions à la sauce cosaque ». Effet immédiat : « Les jurés éclatèrent de rire avec cette joie bruyante du peuple qui voit rosser un gendarme (...), l'accusateur, totalement désamorcé, riait à perdre haleine. »

Céline a-t-il été sauvé par sa vis comica, par son art de faire rire ? Lui qui s'entendait à fournir à l'occasion la presse en formules assassines et « rigolotes » professait pourtant une sainte méfiance envers les journalistes : « Je ne suis pas aux prises avec les canards ! mais une hydre-canard ! plus j'en décime plus il en repousse ! »

Loïn de se dépeindre en chevalier croisé d'une sombre cause, il préfère se décrire en innocent « animal » promis à l'« abattoir » : « On me traite plus mal que la dernière des vaches ! »

David Fontaine

● Gallimard, 336 pages, 22 euros. Édition établie, présentée et annotée par Jean-Paul Louis.

Jardins secrets

Dictionnaire du langage des fleurs

d'António Lobo Antunes

UNE HISTOIRE vraie, pour commencer : celle de Júlio Fogaça (1907-1980), membre éminent du Parti communiste portugais sous la dictature de Salazar, maintes fois arrêté, condamné, déporté, puis tombé dans les limbes de l'oubli. Ce merveilleux roman, qui prétend l'en extirper, lui redonne vie d'une étrange manière.

Au fil des chapitres, ceux qui ont connu Júlio, qui l'ont croisé, aimé ou trahi, prennent la parole : son père, pour qui il demeure une énigme (« Il ne m'a jamais rien raconté sur lui ») ; sa mère, affligée, qui l'aime comme seule une mère peut aimer ; sa sœur, fascinée, qui l'imagine sans cesse « fomentant je ne sais quelle conspiration avec des individus invisibles » ; et puis un ami, un amant, le policier qui l'a arrêté, et ainsi de suite, jusqu'à un accordéon de piano (l'instrument joue un grand rôle dans le récit).

António Lobo Antunes, mort en mars dernier, est resté jusqu'au bout fidèle à son style inimitable : phrases chantantes, souples et sans fin, entrecoupées de paroles remémorées, comme autant d'éclats fichés dans la

gangué du passé – même s'il y a des moments où la mémoire invente... »

Júlio, on le saisit peu à peu, n'est qu'un prétexte, une chimère. Un garçon élégant et instruit, comprend-on, un « prince » discret, le fils homosexuel d'une famille autrefois fortunée, persécuté sans relâche. « Il ne s'est jamais marié, nous apprend une camarade, il n'a jamais eu d'enfants, il n'a jamais eu de femme, il n'a jamais mouchardé, il a toujours tenu bon. »

Pour le reste... les autres le cherchent, mais c'est eux-mêmes qu'ils trouvent en faisant le tri dans leurs souvenirs, effrayés par le temps qui déforme, efface, démolit. Tous, on le devine, portent le fardeau d'une existence douloureuse, tous sont encombrés de peines, de regrets, de fantômes, tous tremblent lorsque les ombres s'allongent et que « l'idée de la mort, au milieu de la nuit, s'approche ».

Noir, ce texte ne l'est pourtant jamais vraiment, débordant d'une poésie sauvage, tandis que les mystérieuses fleurs du titre font entendre leur musique – « la beauté des formes, le parfum, l'éclat et la grâce ». Livre après livre, Antunes a créé la langue des rêves.

Fabrice Colin

● Christian Bourgois, 416 p., 26 €. Traduit du portugais par Dominique Nédellec.

LAURENT FABUS EXPOSE (ET VEND) SES TOILES ABSTRAITES



Etonnant, non ?

Desproges en gros caractère par Jean-Michel Djian

COMBIEN de pétitions, de manifestations, de protestations ses propos suscitaient-ils aujourd'hui ? Combien de tournées, d'émissions, de livres interdits ? L'époque se gargarisait moins d'« inclusivité » et de « résilience ». Apolitique, Pierre Desproges ? Pas vraiment, quand il épinglait Giscard, « célèbre chauve de la seconde moitié du XVI^e arrondissement de Paris ». Son camp ? « A part la droite, il n'y a rien au monde que je méprise autant que la gauche. » L'hebdomadaire d'extrême droite « Minute » ne le laissait pas indifférent : « Pour moins de 10 balles, vous avez à la fois la nausée et les mains sales. » Altruiste à sa façon, il réclamait l'ouverture des Restaurants du foie, pour les nouveaux riches.

Ce « Buster Keaton au regard triste et au parler bafouillant », comme disait son compère Pierre Bonte, n'épargnait même pas son public : « Je me sens extrêmement gêné d'être ici, debout comme un con devant vous, qui êtes là, assis comme des cons. » Sur scène, ni accessoires ni nez rouge, seulement le texte, mille fois repris et corrigé sur

sa machine à écrire Japy. Le féminisme n'était pas sa tasse de thé. Encore que : « Je t'en prie, ma femme, mon amour, ma sœur, mets ton jean ou reste nue, mais ne marche pas dans la mode, ça porte malheur. »

À la télé, lors de « La Minute nécessaire de Monsieur Cyclopède », il n'éludait pas les sujets clivants (« Apprenons à faire décoller une Alsacienne », « Euthanasies un kamikaze »). « Sa férocité ne repose sur aucune inimitié, sa gouaille sur aucune malveillance », écrit Jean-Michel Djian.

En 1975, une semaine avant Noël, il va dans le XVI^e arrondissement de Paris faire un micro-trottoir pour « Le Petit Rapporteur » : « Bonjour, madame, est-ce qu'il vous serait possible d'héberger un couple d'immigrés, un charpentier et sa femme, pendant quelques jours ? Elle est enceinte, elle risque d'accoucher dans la nuit du 24 au 25. » Refus de la passante. Desproges insiste : « Ils viennent de Palestine, mais ils sont sympathiques, ils sont propres. »

Aujourd'hui, la dame appellerait la police.

Frédéric Pagès

● Le Cherche midi, 192 p., 20 €.

La Foie aux Chapitres

Genève confidentiel – La ville qui aimait l'argent des autres de Marc Guéniat

AH, Genève, son lac, ses conventions, ses voitures de luxe, ses coffres-forts et ses personnages sulfureux... Dans cette enquête aussi dense que passionnante, Marc Guéniat, journaliste d'investigation au quotidien « Le Temps », détaille avec une précision d'horloger la façon dont la cité de Calvin est devenue, au fil des siècles, un véritable aimant à capitaux étrangers.

On y croise des oligarques, tels les époux Timchenko, qui ont fait fortune

dans le pétrole avec l'aide de Poutine et ont créé, en 2008, la Fondation Neva, qui « leur permet d'acheter leur respectabilité » en finançant pêle-mêle un opéra ou des bourses d'aide à la création ; des avocats qui siègent au Parlement fédéral et font pression sur les médias pour empêcher la publication d'articles déplaisants ; des détectives qui lancent de subtiles campagnes de dénigrement, au service de richissimes clients...

Marc Guéniat consacre deux chapitres particulièrement éloquentes à Rolex, véritable Etat dans l'Etat. Presque une secte : les nouveaux arrivants ont droit à un « lavage de cerveau gentillet ». Mais c'est surtout l'opaque Fondation Hans Wils-

dorf, du nom de cet Allemand qui a fait de Rolex le « vaisseau amiral » de l'horlogerie de luxe, qui pose question : « On la désire, son utilité est indiscutable, mais on s'interroge sur cette exorbitance de l'Etat qui se substitue à lui par son agilité et par ses fonds, qui semblent inépuisables. » Comble de l'ambiguïté, la Fondation investit aussi dans le social, jusqu'à financer, à hauteur de 6,5 millions de francs, un hébergement pour les travailleurs du sexe – histoire de faire taire les critiques ? Bref, la marque à la couronne est partout. Dura lex, sed Lex!

Emmanuel Savoye

● Stock, 352 p., 22 €.



● AU MICRO de RTL, où elle anime une chronique, l'ex-journaliste Isabelle Saporta n'a pas lésiné sur le refrain « Sauvez Sarko » dans une comparaison assez hasardeuse (10/6) : « Acquitter Sarkozy n'aurait pas sauvé Lyhanna, mais les choix qu'on fait disent ce qu'on est. On a mis toute la puissance de l'Etat à poursuivre un ancien président au nom de l'exemplarité. Soit. Mais quand déploierait-on les mêmes moyens (...) pour protéger les enfants de France? » s'est indignée, en toute indépendance, celle que le petit Nicolas avait jadis aidée à faire nommer aux commandes de l'éditeur Fayard. Guidé par la même objectivité, et toujours en réaction à l'affaire Lyhanna, comparée aux affaires Sarko, l'immense Pascal Praud a estimé que « la délinquance en col blanc n'[avait] pas sa place en prison » (CNews, 12/6).

Mais elle l'a sur le plateau de CNews!

● LE DÉPUTÉ ciottiste Charles Alloncle n'aurait pas dit mieux. Dans une décision publiée le 11 juin, l'Arcom a mis en demeure les stations France Inter et Franceinfo au motif que le RN était « sous-représenté dans les programmes diffusés en journée » et que le parti à la flamme se trouvait relégué « dans les tranches nocturnes »! Directrice d'Inter, Céline Pigalle a argué d'« un problème technique » mais, plus inspirée, a surtout souligné que les cadors du RN refusaient régulièrement les invitations des deux radios épinglées (« La Tribune Dimanche », 14/6). Alors qu'il se dérobe à toutes les matinales du service public depuis deux ans, Jordan Bardella s'est félicité du coup de semence de l'Arcom.

Superfortiche, le sous-représenté!



Le Canard enchaîné
01.42.60.31.36
redaction@lecanardenchaîne.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaîne.fr

SAS Les Editions Maréchal-
Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)
Président,
directeur de la publication :
Erik EMPYAZ.
Administrateur délégué :
Hervé LIFFRAN.
Principaux associés :
Erik EMPYAZ, Hervé LIFFRAN,
Jean-François JULIARD,
Odile BENVIAH-KOUDER,
Jean-Michel THÉNARD
et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction :
Jean-François JULIARD.
Rédacteur en chef :
Jean-Michel THÉNARD.

Fondateurs :
Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs :
R. TRENO, André RIBAUD,
Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.

Impression : P.O.P., Paris - Midi Print,
Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.

N° CPPAP : 0128 C 82512 - ISSN 0008-5405

Les manuscrits et documents
non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements
01.42.60.75.16
abonnements@lecanardenchaîne.com

Sur notre site :
www.lecanardenchaîne.fr

Par courrier :
45, avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE
1 AN
- Formule papier 75 €
- Formule numérique* 65 €
- Formule papier + numérique* 95 €
- Formule intégrale* 119 €

* Edition numérique disponible
dès le mardi 21 heures, avec accès
à tout le site - www.lecanardenchaîne.fr -

POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubriquer
FAQ sur notre site



La Boîte aux Images

En bon Français

LE 1^{er} JUIN 1915, sur le front de l'Artois, un adjudant lyonnais de 28 ans écrit à sa famille : « Quand vous lirez cette lettre, j'aurai cessé de vivre, je serai mort à l'ennemi, mais je suis mort sûr de la victoire et heureux, je le dis dans toute la sérénité de mon âme, heureux de verser mon sang ainsi. »

Ce sous-officier s'appelle Marc Bloch. Professeur d'histoire, il n'enverra jamais cette missive. Il vivra l'enfer jusqu'au bout et obtiendra la croix de guerre avant de retourner à son cabinet de travail. Disséquant les hommes, leurs croyances, leur imaginaire, et posant les bases de l'anthropologie historique.

En 1915, il était trop tôt pour qu'il dise adieu aux siens. Mais, le 16 juin 1944, après avoir été martyrisés par les hommes de Klaus Barbie, chef de la Gestapo de Lyon, Marc Bloch et 27 autres patriotes furent fusillés dans une prairie de l'Ain. Il avait 57 ans.

“L'Etrange Défaite”

Marc Bloch était né pour être historien, entouré de livres et instruit par un père alsacien, professeur d'histoire, qui avait choisi la France. L'étudiant est convaincu que cette matière n'est pas qu'une succession de dates mais une science destinée à analyser les grandes mutations de notre pays. Son domaine de prédilection? Le Moyen Age, notamment les relations sociales et économiques dans la société féodale. Et c'est avec beaucoup d'humilité qu'il s'attaque à cette tâche. Il sait que l'étude de l'histoire n'est pas nourrie de connaissances immédiates et personnelles mais repose sur le récit des anciens. Il se voit alors en « pauvre physicien aveugle » qui serait renseigné par son « garçon de laboratoire ».

A travers la Presse déchainée

C'est graff, docteur?
Dans « La Voix du Nord » (7/6) :
« La commune a confié à l'association Run.da.Art le soin de trouver un gaffeur renommé pour créer une œuvre sur un des immeubles. »
Aucun risque pour ce graffeur : il est balourd du tout.

Ne nous flashons pas!
Dans « Sud Ouest » (9/6) :
« L'un des deux véhicules se serait déporté sur l'autre voie. »
Une voie interdite aux agités du vocal?

Sur l'albun de la Comtesse

FONDS À DÉTROUSSER,
FAITS ET CONCUSSIONS,
LOTS DE CHANCE,
MAIRES PASSABLES

Retailleau raffole des cliques et des habits de pandores mais pas des poulets qui cannent. Mélenchon a pris en main la foule. Des juges font fauter des plaignantes, sauf une pillarde trépanée. Trop de villes sont pleines de gros mous. Ah, quels rebuts! Que de noirs aveux! Voici venus les temps des videurs. Sales postures, ces enfants de Pétaïn!

LECTEURS : « Ton tennis est pourri, kiki! » - « De son lit, il envoie des missives. » - « Comptez-moi le thé. » - « La beuh du Qatar. » - « Les sonars provoquent les insectes, et des mouches sont alliées. » - « Virez ce pêcheur de là! » - « Certains déchets font crier. » - « Depuis que la nation est fêlée, pour présider en France, il faut aimer les routes. »

LU : « Rendez ces jarres. » - « Votre pinte porte des taches de biture. » - « Rates vides et roussettes pâles. » - « Comment se dit "fétus" en russe? » - « Le prieur garde la gèble de l'enfant prodigue, et le moine cuisinier pèse en brillant. » - « Tel un député. » - « Ces pâtes ont un goût de fruit. » - « Un sar perdant. » - « Comment enfanter une flamme? »

Sorj Chalandon

● Marc Bloch, au nom de la France », de Hugues Nancy, le 23/6 à 22h15 sur France 2.

● Marc Bloch, au nom de la France », de Hugues Nancy, le 23/6 à 22h15 sur France 2.

Au bout du rouleau
Dans « Le Courrier picard » (4/6) :
« Le maestro Andreï Chevtchouk, chef de chœur (...). »
A croire que ce chef de chœur est agaçant, avec ses grands airs!

Rue des Petites Perles

Piqué dans « L'Est républicain » (7/6), à propos de Bernadette Chirac, surnommée « la Tortue » par son mari :

« Il lui avait donné ce petit nom [en raison de] son goût immodéré pour le batracien. »
La tortue étant un reptile, Chirac aura confondu avec les grenouilles de bénitier.

Prélevé dans les « Dernières Nouvelles d'Alsace » (12/6) :

« Trente-huit jours de tournage sont prévus au mois de juin dans la périphérie strasbourgeoise. »
Contre les dépassements de budget, coupez!

Aperçu sur « lebiennpublic.com » (5/6) :

« Le match d'ouverture (du Mondial de foot) aura lieu le 11 juin à 21 heures au Mexique et se déroulera entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. »

Avec une pelouse triangulaire?

Comme son nom l'indique

Lu dans « Epsilon » (mai) :
« Ronald Crystal, chercheur d'un vaccin anticocaïne. »

Prises de Bec

Gianni Infantino

Le roi du ballon ronds

Dans le foot bizness, le président italo-suisse de la Fifa préfère le bizness. Surtout l'argent, qu'il sait faire ruisseler... sans s'oublier.

EN VOILÀ, un gai luron. Toujours rigolard, ce Gianni Infantino, avec ses yeux qui pétillent et son crâne luisant, sur lequel tout glisse. Pas le genre à se faire des nœuds au cerveau. Faut dire qu'il a gentiment mené sa barque en devenant l'indéboulonnable président de la Fifa, réélu depuis dix ans. Personne ne s'est jamais présenté contre lui. Gianni le gros malin a compris, comme Sepp Blatter, son prédécesseur, ce qui mène le monde : les gros sous.

Lui, les gros sous, il n'a rien contre. Il a multiplié son salaire par quatre en dix ans. Le numéro un de ce qui est très officiellement – on ne rit pas – une association à but non lucratif émerge à 6 millions de dollars annuels (primes et avantages confondus), ce qui explique peut-être son sourire permanent. Et Infantino, déjà candidat à sa propre succession, ne va sans doute pas s'arrêter là. Il va faire entrer, avec cette Coupe du monde XXL, 13 milliards de dollars dans les caisses. Ça vaut bien une petite gratte pour 2027. Il est presque certain d'être réélu : il a donné beaucoup d'argent



aux fédés nationales. C'est elles qui élisent le président. Finaud, le Gianni.

Comme tant d'autres avant lui, le patron n'est pas un adepte de la prise de risques. Les dictateurs sont des gens comme les autres, point barre. En 2018, il est rudement content d'organiser la Coupe du monde en Russie. Arrêtez vos conneries, avec les droits de l'homme; et vous, les Européens, mettez-la en sourdine.

Roux de la fortune

Poutine est un ami qui l'a décoré de la médaille de l'Ordre de l'amitié. En 2022, il est ravi d'organiser la compétition au Qatar – les dirigeants sont des potes. Des migrants ont été traités comme des esclaves lors de la construction des stades? Mettez vos phrases au conditionnel, s'il vous plaît, gens de la presse, rien n'est prouvé. Et puis, les discriminations, il connaît, Gianni : « Enfant, j'étais discriminé parce que j'étais roux. »

Avec Trump, ce n'est plus de l'amitié, c'est de la passion. En 2018, année de la désignation du pays organisateur de la Coupe du monde 2026, le président américain menace de sanctions ceux qui voteraient contre les Etats-Unis. Pour rendre cette menace plus crédible, Infantino met fin au secret du vote. Les USA l'emportent dès le premier tour.

Le ridicule ne tue pas, Gianni le sait bien. C'est pourquoi, en décembre 2025, il n'a aucun scrupule à remettre à son ami à la vanité blessée le prix de la paix de la Fifa, pour le consoler de n'avoir point obtenu le Nobel. On ne se lasse pas des images : un grand moment de burlesque télévisuel diffusé en mondovision.

Ses liens avec Trump ne datent pas d'hier. Tous les bons connaisseurs des arcanes du foot n'ignorent rien du rôle joué par les Américains dans l'ascension d'Infantino, qui a d'abord connu un parcours fulgurant grâce à Platini, royalement roulé dans la farine. Infantino, c'était ce gars jovial qu'on voyait à la télé les soirs

Le Théâtre

Rapport pour une académie

(Un singe conseil)

SON MOLIERE nous avait éblouis. Son Kafka nous laisse bouche bée. Face à un texte régulièrement porté à la scène depuis les années 1960, Georges Lavaudant choisit la voie de l'épuration. Une compréhension souveraine de cette œuvre très mystérieuse, sorte de « Métamorphose » à rebours. Non plus l'homme devenu bête mais la bête qui se fait homme.

Une créature à mi-chemin entre le singe et l'humain se présente donc devant une assemblée d'« éminents académiciens ». Elle franchit l'immense porte qui domine le fond de la scène. Vêtue d'un queue-de-pie, une broche à la boutonnière, désormais vedette de music-hall, elle

conservait encore quelque chose de son origine animale. Dans la démarche. Dans le visage.

Pendant une heure, Peter le Rouge – tel est son nom – raconte sa transformation. De sa liberté sur la Côte de l'Or, en Afrique, à sa capture, de sa captivité à son transport en bateau puis à sa décision de rejoindre le genre humain. Une ironie noire traverse chaque phrase de ce monologue que le comédien Manuel Le Lièvre fait entendre avec une justesse inouïe. Sa présence, sa

précision, la palette de son jeu impressionnent. Saluons au passage le travail splendide des maquilleuses, coiffeuses et perruquiers Sylvie Cailler, Nathalie Damville et Jocelyne Milazzo.

Le plus frappant, ce sont les raisons de cette évolution. Nulle quête de liberté. Nulle fascination pour la culture. Nulle ambition spirituelle. Non. Ce que Peter cherche, c'est une « issue ». Tout simplement. Devenir humain plutôt que de mourir dans une cage.

Penthésilée

DE DEUX CHOSES L'UNE. Soit y aller les mains dans les poches, et avec dans la tête juste de vagues souvenirs du mythe antique de Penthésilée, la plus fameuse reine des Amazones, et d'Achille, le héros grec, et tout au long n'y rien comprendre, sauf l'essentiel de ce que Heinrich von Kleist a fait de ce mythe : un drame romantique plus qu'exacerbé, où Penthésilée et Achille, à leur propre stupeur fous d'amour au premier regard, se sont, littéralement, aimés à mort et entretués. Et c'est bien.

Soit relire la pièce de Kleist traduite par Julien Gracq, savoir qu'après avoir commencé par la fin, Achille nu et mort baigné de son propre sang dans les bras de Penthésilée, à moitié nue et bientôt suicidée, le metteur en scène Michael Thalheimer a resserré l'action et limité la distribution, qui, à l'origine, compte une quinzaine de personnages, à trois interprètes, Suliane Brahim en Penthésilée, Sébastien Poudroux en Achille et Clotilde de Bayser figurant le chœur, et ne pas se sentir perdu quand Achille dit : « Et la voilà qui rougit jusqu'aux seins, comme si brusquement le monde autour d'elle était en flammes », comprendre aussitôt qu'Achille raconte le choc amoureux qui a saisi Penthésilée dès qu'elle l'a vu, lui, cet Achille au « poitrail étincelant ». Et c'est bien aussi.

Dans les deux cas, être frappé par le décor, cette scène dans la scène, nue et pentue d'un lumineux alu, à la fois autel, baptistère et tombe, et par la forte présence des trois acteurs en communion, notamment celle, intensissime, de Suliane Brahim, qui, en Amazone fière et libre et éperdue d'amour, nous montre ce qu'il est parfois : un impossible absolu.

● Au Théâtre de la Concorde, à Paris, jusqu'au 26/6.

● Au Théâtre du Vieux-Colombier, à Paris, jusqu'au 10/7.

Le coin coin des Variétés

Monsieur Fraize

(A cueillir)

POLO MOULANT, pantalon trop court, Monsieur Fraize semble débouler sur scène par erreur, éberlué de se retrouver face au public. S'ensuit une prestation gestuelle et parlée tissée de mouvements en suspens, de fausses sorties, de regards interrogatifs et de sidération muette. Du burlesque pur, agrémenté de phrases sans suite, de ruptures de ton et de propos à l'infantile incohérence.

Son double féminin, son âme sœur, réelle ou fantasmée, Madame Fraize (également interprétée par Marc Fraize), robe verte fendue et longs gants roses, est d'une drôlerie tout aussi déconcertante. Virtueuses des silences hilarants, suivis de considérations sur l'amour ou sur les vertus du fenouil, Monsieur comme Madame Fraize osent faire fi de la vanne et de la chute à tout prix (la fameuse « punchline ») dont usent et abusent les adeptes du stand-up. Alors, vive la saison des Fraize!

● A L'Européen, à Paris (« Monsieur Fraize » du 16 au 18/6, « Madame Fraize » du 23 au 25/6). Puis en tournée.





Le Canard enchaîné



Directeur : Erik EMPYAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.



ENTRE le monde de la culture et celui de la tech, Gabriel Attal a fait son choix. Le projet de loi de Laure Darcos visant à protéger davantage les artistes face à l'IA en inversant la charge de la preuve était à l'ordre du jour de l'Assemblée, jeudi 11 juin, après avoir été adopté à l'unanimité au Sénat le 8 avril. A cette occasion, le groupe EPR, présidé par Attal, a déposé pas moins de 110 amendements pour ce projet de loi, constitué d'un seul et unique article.

Mission accomplie pour les lobbys de l'IA, le français Mistral AI en tête : l'examen du texte est reporté et le pillage des créations artistiques par l'IA peut se poursuivre en toute impunité.

« Mistral gagnant », le tube de l'été pour Attal ?

LE SECRÉTAIRE d'Etat américain, Marco Rubio, a fait une comparaison assez osée entre la conquête spatiale et le tournoi d'arts martiaux mixtes (MMA) organisé devant la Maison-Blanche le 14 juin (« Le Monde », 14/6) : « Lorsque le président Kennedy a annoncé que nous allions envoyer un homme sur la Lune et le ramener sain et sauf sur Terre, personne ne croyait cela possible, et nous l'avons fait. Nous sommes une nation fondée sur le fait d'oser faire ce que personne n'osait accomplir ni n'ambitionnait de faire. A un certain niveau, c'est ce qu'a été l'UFC (Ultimate Fighting Championship). » A sa décharge, le spectacle était assez lunaire.

ACCORD DE PAIX : LES PRIX DES CARBURANTS À LA BAISSE

DÉPÊCHEZ-VOUS DE FAIRE LE PLEIN AVANT QU'JE CHANGE D'AVIS !



LE RÉALISATEUR Mathieu Kassovitz s'est lâché dans une interview accordée au magazine hongrois « HGV », à l'occasion de la reprise de son film « La Haine » dans les salles de Budapest. Appelé à donner son avis sur la possible arrivée au pouvoir du RN, il a asséné : « Marine Le Pen est une idiote. Et ses partisans aussi (...). Il n'y aura jamais de président du RN ici ! Jamais ! (...) Nous sommes socialistes dans l'âme. Jordan Bardella sort avec une princesse de 22 ans. Mais qui diable voterait pour ces types ? En France, nous décapitons les princesses. » Il est favorable au retour de Le Pen capitale ?

WEB + En exclusivité sur lecanardenchaine.fr

- Coupe du monde de foot : « Le Canard » raconte, ce jeudi, la loi de la junte du dictateur Videla durant le Mondial 1978 en Argentine
- Mémorial du génocide de 1994 : le président rwandais sur tapis rouge et Emmanuel Macron sur des œufs



Edouard Philippe latte le parquet

EN MATIÈRE de justice, les candidats à la présidentielle adorent dégainer des idées à la noix. Ça ne coûte pas cher et ça fait parler. Après l'affaire de la petite Lyhanna, c'est l'ex-Premier ministre Edouard Philippe qui en a sorti une bonne : « Non seulement je pense que le parquet doit rester sous l'autorité du garde des Sceaux, mais, oui, le ministre devrait pouvoir donner des instructions individuelles, lesquelles devraient évidemment être accessibles à tous ceux qui ont accès au dossier » (« Le Parisien », 13/6).

Selon lui, un ministre de la Justice doit pouvoir appeler un procureur et lui dire :

« Dans telle affaire, je veux que vous poursuiviez » ou « Dans telle autre affaire, vous arrêtez l'enquête ». Pour cela, il suffirait de supprimer la loi Taubira du 25 juillet 2013, qui a le tort, aux yeux de Philippe, d'avoir mis fin à l'ingérence de l'exécutif dans la justice. Depuis, le Code de procédure pénale interdit au garde des Sceaux d'adresser aux procureurs généraux et aux procureurs de la République des « instructions individuelles ». Un peu d'indépendance ? Quel scandale !

Philippe oublie juste d'expliquer en quoi ce retour en arrière pourrait être utile pour prévenir le viol ou le meurtre d'un enfant.

M. B.

Silence dans les camps

PAS D'IMAGES, pas de son, pas de mots. Voilà ce dont rêvent les autorités israéliennes à Gaza et, désormais, en Cisjordanie. Depuis le 7-Octobre, la presse internationale n'a pas accès à la bande de Gaza, où 73 000 personnes sont mortes. Désormais, c'est en Cisjordanie que le black-out s'impose, puisqu'une journaliste française, envoyée spéciale de RFI, a été empêchée d'entrer en Cisjordanie le 11 juin. Motif ? Alice Froussard « soutient le Hamas ». Ah bon. Comme tous ses confrères de la presse internationale, et comme tous les journalistes israéliens évidemment, soumis à des menaces et à des actes de harcèlement (« Le Monde », 13/6), dans un pays qui multiplie les attaques contre l'Etat de droit.

Mais que faut-il donc cacher en Cisjordanie ? Peut-être la terreur quotidienne qu'y fait régner l'armée israélienne, permettant de récupérer des terres, des fermes pour y installer des colonies, le cancer d'Israël ? Peut-être les exécutions, facilitées par une loi votée par la Knesset en mars, instaurant la peine de mort pour les Palestiniens accusés d'avoir commis un meurtre motivé par la négation de l'Etat d'Israël, motif attrape-tout qui permet bien des dérapages ? Peut-être l'usage d'armes de guerre contre des adolescents... armés de pierres ? Peut-être la vie dans les prisons israéliennes, rythmée par les violences ?

A.-S. M.



The show Musk go on !

ELLE a parlé juste et vrai, mais qui l'a entendue ? A peu près personne. Vendredi 12 juin, après la réussite de l'introduction en Bourse de SpaceX, qui a fait d'Elon Musk un homme dont la fortune personnelle dépasse les 1 000 milliards de dollars, Elizabeth Warren, une sénatrice démocrate du Massachusetts, a lancé : « Trop, c'est trop ! »

Trop d'argent, pas assez de redistribution, pas assez de contrôles, that's the point, mais pas seulement.

Allergiques aux superlatifs, passez votre chemin. Ce fut donc la plus importante entrée en Bourse de l'Histoire : 2 000 milliards de dollars de capitalisation. Et la plus scrutée, avec des banquiers se relayant sur les plateaux de télé pour dire à quel point tout cela était amazing. Il faut dire que les banques qui ont soutenu l'opération vont empocher 500 millions de dollars, ce qui dope le militantisme. A part ça ? Il faut avoir le cœur

Flambée du cours de l'orbite

bien accroché, dans cette affaire, car, outre le fait que le pari de Musk repose sur des affirmations qui font tousser – un marché potentiel de 28 500 milliards de dollars et 1 million de data centers en orbite pour faire fonctionner l'IA –, on se demande si les investisseurs, qui se précipitent comme des morts de faim,

ont bien lu le document d'introduction en Bourse fourni par le milliardaire. Son projet est d'« une complexité technique significative » et repose sur « des technologies encore non prouvées » qui, nous expliquet-on, « pourraient ne jamais atteindre la viabilité commerciale ».

Qu'importe, les investisseurs embraient, et, avec ces montagnes d'or, Musk va continuer tranquillement d'arroser l'extrême droite européenne, de l'Allemagne à l'Angleterre en passant par l'Irlande. Sympa.

A.-S. M.

Trump, magnat maniaque

LE MONDE retient son souffle... Serait-ce à propos de la paix avec l'Iran que l'administration Trump se fait fort de signer ce 19 juin ? Point du tout ! Le suspense planétaire porte sur la question suivante : Trump, en pleines célébrations conjointes du 250^e anniversaire des Etats-Unis et de ses 80 bougies, prononcera-t-il un ou deux discours historiques à sa propre gloire ?

Le 4 juin, il annonçait qu'il tiendrait le 24 juin à Washington « le plus grand meeting de tous les temps », clos par sa pomme, of course. Et voilà qu'il annonce « le plus spectaculaire » de tous ses meetings pour la fête nationale du 4 juillet. Sans que ses fans

Maga les plus affûtés aient saisi si un discours éclipserait l'autre.

C'est à y perdre ses superlatifs... Le 15 juin, il a trompété à bord de son avion qu'il allumerait lui-même, le 4 juillet, « le plus grand feu d'artifice de l'Histoire » et qu'une mégafanfare interpréterait « des mélodies patriotiques, des classiques américains, ainsi que [sa] playlist... » « YMCA » par la fanfare US, ce sera autre chose qu'Aya Nakamura avec la Garde républicaine !

Puis il a précisé que le 24 juin auraient lieu d'« impressionnants survols militaires » et que se tiendrait bien le concert boudé par les artistes qu'il avait pourtant

annoncé remplacer par un meeting historique !

La veille, jour de son anniversaire, Trump a, comme on le sait, présidé un tournoi de MMA sur la pelouse de la Maison-Blanche, intitulé « UFC Freedom 250 » en référence à la déclaration d'indépendance de 1776. Il avait fait dresser une structure métallique courbe, dite « la griffe », plus haute que le siège de la présidence : comme un symbole de sa mainmise sur ce haut lieu du pouvoir. En guise d'arène pour les 4 000 puissants venus applaudir les champions faisant, entre deux prises, l'éloge du Président...

Assis au premier rang, ce dernier venait pourtant d'essuyer deux défaites cuisantes : dans la nuit du 12 juin, des ouvriers avaient retiré son nom de la façade du Kennedy Center, sur laquelle il l'avait fait apposer. Après qu'une juge fédérale eut de nouveau sommé l'administration de renoncer au fonds d'indemnisation de 1,8 milliard de dollars destiné aux partisans du Président, y compris ceux qui avaient pris d'assaut le Capitole, le 6 janvier 2021.

Trump était peut-être aussi venu s'échauffer... Histoire de retrouver la pêche avant de décoller pour le G7 d'Evian, où il entend encore et toujours jouer les gros bras.

D. F.



Lecornu joue au casseur

EN RÉACTION aux violences qui ont marqué la victoire du PSG en Ligue des champions, le 30 mai, le Premier ministre vient de dégainer un texte dont il sait pertinemment qu'il est inapplicable et qu'il piétine les principes fondamentaux du droit.

Le projet de loi, qui devrait être examiné rapidement par le Parlement, instaure une présomption de responsabilité civile collective en cas de dommages aux biens. En clair : une personne se trouvant sur les lieux d'un attroupement qui donne lieu à des violences pourra être condamnée à indemniser les victimes, même si elle est restée peinarde, les mains dans les poches. Ce sera désormais au suspect de démontrer sa parfaite innocence. Et tant pis si, depuis 1789, nul ne peut être puni pour des actes qu'il n'a pas commis et s'il revient à l'accusation d'apporter les preuves de la culpabilité.

Si d'aventure ce texte était adopté – en l'état – par les parlementaires, il serait automatiquement envoyé à la poubelle par le Conseil constitutionnel. Et que restera-t-il de ce coup de bluff politique ? Pas grand-chose. Si ce n'est le sentiment qu'à trop s'aventurer sur des terrains glissants le Premier ministre va finir par dérapier sérieusement...

H. L.

Saharien d'humain

IL N'Y A PAS qu'en Algérie (détenation de Christophe Gleizes, après Boualem Sansal, et de tant d'autres prisonniers politiques) qu'on embastille les mal-pensants. Chez le voisin marocain, un natif du Sahara occidental est lourdement puni s'il milite pour l'indépendance de sa terre natale.

A Kénitra, au nord de Rabat, Naâma Asfari vient de commencer une grève de la faim illimitée. Il est écroué depuis seize ans, en compagnie de 18 camarades sahraouis, et n'a pas vu sa femme, Claude Mangin, une Française, depuis sept ans. A six reprises,

le groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire a réclamé la libération immédiate des 19 emmurés, et le Comité contre la torture des Nations unies a dénoncé des « placements à l'isolement, actes de torture et aveux obtenus sous la contrainte » (l'« Huma », 10/6).

Pour les diplomates du Quai d'Orsay, les cajoleries de Macron à l'égard du roi Mohammed VI – le Président a reconnu la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental – sont une bonne excuse pour plonger la tête dans le sable du désert.

J.-F. J.



LORS du conseil municipal du 11 juin à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), l'élu RN Kévin Nader, ciblant deux élues voilées, a déposé un amendement visant à interdire le port de signes religieux « dans l'exercice de toute fonction de représentation de la collectivité ». Mécontent de voir sa proposition rejetée par la majorité communiste, il a brandi un crucifix en pleine séance et récité à haute voix un « Je vous salue Marie ».

Le coup n'a pas été du goût du maire, Philippe Bouyssou, qui a dû suspendre la séance face au refus de Nader de quitter le conseil. « Je ne pensais pas qu'il [irait] aussi loin », s'est étonné l'édile auprès de l'AFP (12/6).

Et encore, il aurait pu réciter un « Notre Père » suivi d'un « Notre Maire ».

NETANYAHOU AMÈREMENT DÉÇU



SI Gwynne Shotwell, la directrice opérationnelle de SpaceX, partage les rêves les plus fous de son patron, Elon Musk, elle n'est pas tout à fait prête à se rendre sur Mars (« Le Monde », 10/6) : « Je pense qu'Elon veut prendre sa retraite sur Mars. Mars ne m'intéresse pas. C'est six mois de trajet. Je n'aime pas le camping, et, là, on voyage pendant six mois pour faire du camping dans les conditions les plus extrêmes. »

Bah, il suffit de ne pas oublier ses boules de pétanque et une bouteille de pastis à partager avec les martiens...

MALGRÉ des plaintes et une mise en examen, Patrick Bruel garde des fans inconditionnels. Témoin ce couple de retraités rencontré par « Libé » (12/6) à L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), où le chanteur a ouvert un hôtel cinq étoiles en septembre 2025 : « On a réservé une semaine exprès pour le soutenir. » Et le mari d'ajouter : « La justice française abuse de son pouvoir (...). Nous, on est à 100 % derrière lui. » Les plaignantes le confirment : mieux vaut se trouver derrière lui que devant.

